



Rapport d'orientation budgétaire
2021

Table des matières

Préambule	4
1. Contexte général d'élaboration du budget primitif pour 2021	5
1.1. Contexte macroéconomique contraint par la crise de la covid-19	5
1.1.1. Croissance économique	5
1.1.2. Consommation des ménages	6
1.1.3. Inflation	6
1.1.4. Chômage	7
1.1.5. Endettement et déficit public	8
1.2. Le contexte financier des collectivités locales	8
1.2.1. La Loi de finances pour 2021	8
1.2.2. Le plan de relance de 100 Mds d'€	9
1.2.4. Dotations	13
1.2.5. Fiscalité	13
2. Bilan 2020	17
2.1. Comptes administratifs pour 2020	17
2.1.1. Budget principal	17
2.1.2. Budget annexe mobilité	19
2.1.3. Budget annexe ateliers relais	20
2.1.4. Budget annexe zones d'activités économiques	20
2.1.5. Présentation consolidée (*)	21
2.1.6. Budget résidence autonomie	21
2.2. Gestion de la dette	22
2.2.1. Dette du budget principal	22
2.2.2. Dette du budget annexe atelier relais	23
2.2.3. Dette du budget annexe zones d'activités économiques	23
2.3. Gestion du personnel	23
2.3.1. Répartition des effectifs par type de contrats	23
2.3.2. Rémunération (traitement indiciaire et régime indemnitaire, hors charges patronales et divers)	24
2.3.3. Composantes de la rémunération	24
2.3.4. Evolution des emplois permanents	25
2.3.5. Etat des lieux de la parité	26
2.4. Investissements	27
2.4.1. Budget principal	27

2.4.2.	Budget annexe – Résidence autonomie	29
2.4.3.	Budget annexe – Zones d'activités économiques	29
2.4.4.	Budget annexe – Mobilité	30
2.4.5.	Budget annexe – Ateliers relais.....	30
3.	Prévisions 2021	31
3.1.	Budget principal	31
3.1.1.	Section de fonctionnement.....	31
3.1.2.	Section d'investissement	35
3.2.	Budget annexe résidence autonomie.....	39
3.3.	Budget annexe zones d'activités économiques	40
3.4.	Budgets annexes mobilité et ateliers relais	41
4.	Plan pluriannuel des investissements	42
5.	Prospective financière	50

Préambule

Plusieurs formalités substantielles doivent précéder le vote des budgets primitifs des collectivités locales et leurs établissements publics. Ainsi, l'article L.2321 du Code général des collectivités territoriales prévoit notamment que dans les communes (et les établissements publics de coopération intercommunale) de plus de 3 500 habitants, le maire présente à son conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du vote du budget primitif, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels ainsi que la structure de la gestion de la dette.

Par ailleurs, l'article 107 de la Loi n° 2015-991 du 7 août 2017 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) est venu compléter et renforcer cette obligation en précisant les modalités de forme (délibération spécifique), de transmission mais également le contenu du rapport d'orientation budgétaire :

- Evolutions prévisionnelles des dépenses et recettes des deux sections, en précisant les hypothèses retenues pour construire le projet de budget ;
- Engagements pluriannuels notamment en matière de programmation des investissements ;
- Structure et gestion de l'encours de la dette ;
- Informations relatives aux éléments de rémunération du personnel (traitements indiciaires, régimes indemnitaires, NBI, heures supplémentaires rémunérées et avantages en nature) ;
- Durée effective du travail ;
- Evolution prévisionnelle des effectifs.

Enfin, le II de l'article 13 de la Loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 apporte également quelques compléments à ce débat en imposant que des précisions soient apportées concernant les évolutions :

- Des dépenses réelles de fonctionnement (en valeur) ;
- Des besoins de financement.

1. Contexte général d'élaboration du budget primitif pour 2021

1.1. Contexte macroéconomique contraint par la crise de la covid-19

Ce débat d'orientation budgétaire se place d'une part dans un contexte de crise sanitaire, économique et sociale inédit qui s'inscrit dans la durée, d'autre part dans le cadre d'une refonte de la fiscalité locale avec la suppression de la taxe d'habitation et la diminution des impôts de production.

La crise sanitaire a fragilisé la santé financière des collectivités et fait planer de nombreuses interrogations sur les intercommunalités, dont les recettes dépendent beaucoup de l'impôt économique.

Dans le même temps, la refonte de la fiscalité locale affaiblit l'autonomie financière des intercommunalités qui voient leur taxe d'habitation remplacée par un impôt national dont la dynamique annuelle a été neutralisée pour 2021.

Ce débat d'orientation budgétaire s'inscrit également dans le prolongement du nouveau projet de territoire « Agglo 2026 » qui consacre le soutien à l'économie locale fragilisée par la crise, le renforcement des solidarités sociales et territoriales tout en préparant l'avenir en favorisant un développement durable du territoire.

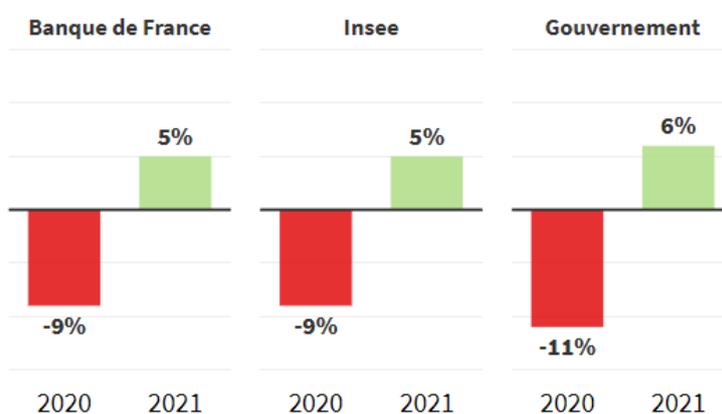
1.1.1. Croissance économique

La crise économique a provoqué un choc de croissance inédit. La Banque mondiale anticipe une baisse de -5,2% du PIB mondial en 2020, dont -8 % dans la zone euro.

Dans ce contexte la Banque centrale européenne maintient une politique monétaire volontariste et alimente en liquidités les marchés financiers.

Pour 2021, le Gouvernement a révisé sa prévision de croissance au regard des nouvelles contraintes sanitaires mises en place pour le 1^{er} semestre 2021 (comportement prudent des consommateurs dans l'attente de la vaccination), + 6% du PIB (dont 1% serait directement lié au plan de relance) au lieu de + 8% prévu initialement. Pour autant, le Haut conseil des finances publiques a jugé cette trajectoire très optimiste.

PREVISIONS DE CROISSANCE DU PIB POUR 2021



sources: Banque de France, Insee, Gouvernement •

Il est un point sur lequel les différents prévisionnistes parviennent tout de même à s'accorder : le retour de l'activité à son niveau d'avant crise ne sera vraisemblablement pas pour tout de suite. D'après l'Insee, l'économie française tournera en milieu d'année à 97% de son niveau du quatrième trimestre 2019. Le Gouvernement ne s'attend pas à un retour à la normale avant 2022.

1.1.2. Consommation des ménages

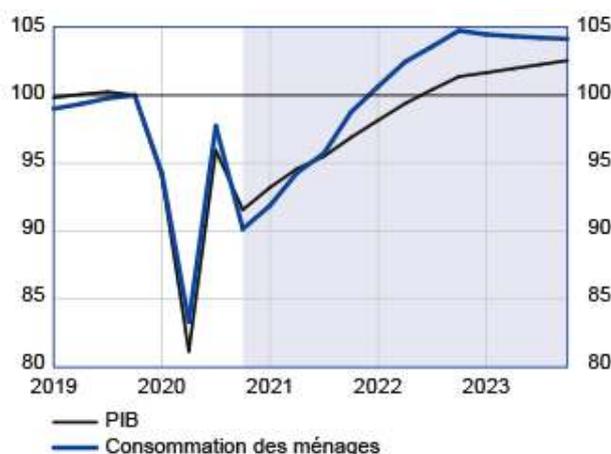
La consommation des ménages en fort recul en 2020 (-8%), pourrait connaître un rebond en 2021 (+6,2%). Toutefois, la reprise de la consommation des ménages serait étroitement liée aux conditions sanitaires. Leur amélioration progressive permettrait une nette remontée des dépenses des ménages, en particulier à partir de la fin de l'année. En miroir, leur taux d'épargne baisserait progressivement, même s'il demeurerait toujours, en fin d'année au-dessus de son niveau d'avant-crise.

Avec la mise en place effective des vaccins et le surplus d'épargne constitué en 2020 et 2021, un surcroît de consommation des ménages est attendu en 2022, facteur important de la forte progression du PIB, avant de retrouver une tendance plus conforme à celle du PIB en 2023.

Toutefois, l'évolution du comportement d'épargne des ménages constitue un aléa majeur de cette projection.

CONSOMMATION DES MENAGES

(Base 100 au 4^{ème} trimestre 2019)



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2020, projections Banque de France sur fond bleuté.

1.1.3. Inflation

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a fortement baissé au cours de l'année 2020, de 1,7 % en début d'année à 0,1 % au mois d'octobre et 0,2 % en novembre.

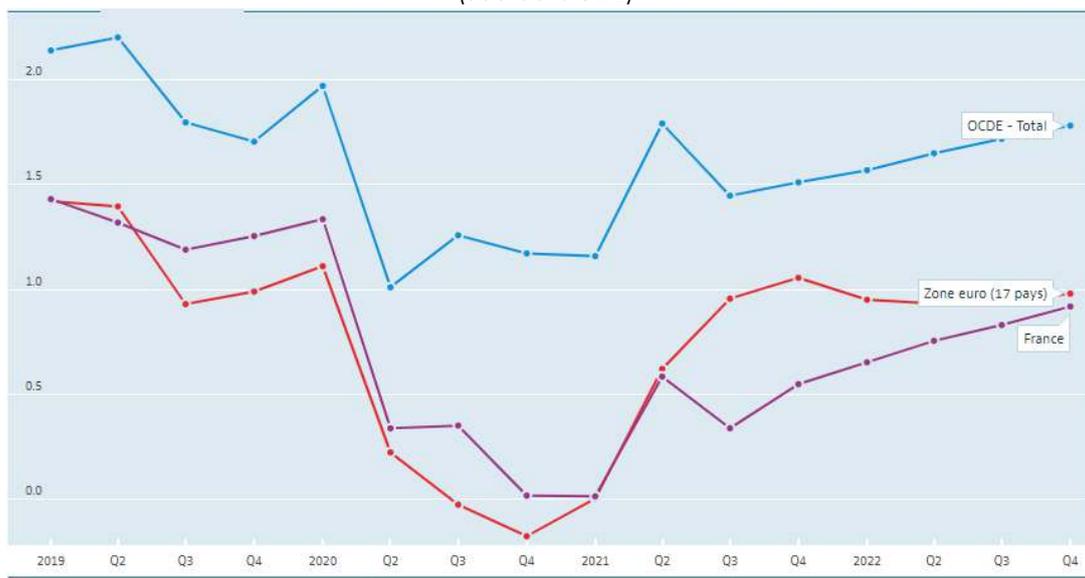
Cette baisse provient pour une grande part des prix de l'énergie (pétrole), qui ont fortement chuté au premier trimestre 2020 et qui ne se sont que partiellement relevés depuis. Elle s'explique aussi par un ralentissement durable des prix des services, dû essentiellement à la crise sanitaire ayant affecté les secteurs des transports (notamment aériens) et de l'hébergement.

En sens inverse, une accélération des prix de l'alimentation a été observée lors des périodes de confinement, et le coût de mise en place de mesures sanitaires a pu orienter ponctuellement les prix à la hausse dans des services tels que les salons de coiffure, la réparation de véhicules ou la restauration. Toutefois, ces effets ont été temporaires et n'ont pas durablement affecté la dynamique générale de l'inflation.

Ainsi, l'inflation d'ensemble atteindrait 0,5 % en moyenne annuelle en 2020 (après 1,3 % en 2019) et devrait se maintenir autour de 0,6%, sous hypothèse d'une stabilité des prix du pétrole.

PREVISIONS DE L'INFLATION

(Source OCDE)

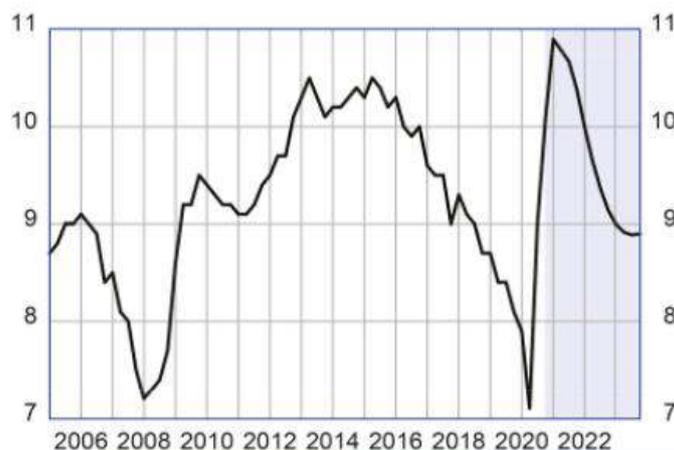


1.1.4. Chômage

Le taux de chômage en France s'établit à 8 % au quatrième trimestre 2020, contre 9,1 % au trimestre précédent, soit un niveau d'avant crise retrouvé.

Toutefois, selon l'Insee, cette baisse pourrait constituer un « trompe-l'œil ». En effet, si la baisse du chômage sur le dernier trimestre 2020 provient d'abord de la hausse du taux d'emploi, lequel a continué de se redresser sur le trimestre (+ 0,6 %), il apparaît également que cette baisse du chômage est aussi pour partie la conséquence du deuxième confinement, entre le 30 octobre et le 15 décembre, qui a conduit un nombre important de personnes à basculer vers l'inactivité, faute notamment de pouvoir réaliser des recherches actives d'emploi dans les conditions habituelles.

TAUX DE CHOMAGE



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2020, projections Banque de France sur fond bleuté.

Les prévisions d'emploi sont toujours délicates à modéliser et de fait très éloignées d'un institut à l'autre. Ainsi quand l'OFCE prévoit 790 000 emplois salariés détruits en 2020 et 3 000 supplémentaires en 2021, la Banque de France évoque 740 000 emplois détruits en 2020 et 45 000 créations en 2021, alors que le Gouvernement, plus optimiste, pose une hypothèse d'un taux de chômage culminant au-dessus de 11% à la mi-mars 2021 pour diminuer ensuite et atteindre 8% vers la fin 2022.

1.1.5. Endettement et déficit public

Les finances publiques ont été fortement affectées par la crise économique et sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, à la fois sous l'effet de la dégradation de l'économie mais également des mesures de soutien (subventions, baisses d'impôts).

Les dettes publiques ont augmenté entre 15 et 30 points de PIB selon les pays et les déficits publics ont progressé de manière durable. Ainsi, l'endettement public français devrait atteindre 120% du PIB en 2020 (Allemagne 75%, Italie 160%).

Selon le Gouvernement, le déficit public devrait atteindre 11,3% du PIB en 2020 et 6,7% du PIB en 2021.

PRINCIPAUX AGREGATS ECONOMIQUES 2019-2020

(source : projet de Loi de finances pour 2021)

	2019	2020	2021
PIB Total (en Mds d'€)	2 426	2 223	2 408
Taux de Croissance en France (en % du PIB)	+1,5%	-11%	+6%
Taux de Croissance de la zone euro (en % du PIB)	+1,3%	-7,9%	+6,3%
Taux d'inflation en France (hors tabac)	0,9%	0,2%	0,6%
Taux d'inflation de la zone euro	+1,2%	+0,3%	+0,9%
Déficit des administrations publiques	-3%	-11,3%	-6,7%
Dettes publiques (en % du PIB)	98,10%	119,80%	116,20%
Taux de prélèvements obligatoires	43,80%	44,50%	43,50%
Part des dépenses publiques (% du PIB)	53,70%	62,50%	58,30%

Il ressort de tout ce qui précède, qu'en dépit d'une apparente embellie en 2021, le PIB mettra longtemps à retrouver sa trajectoire d'avant crise, avec à la clé des pertes durables de recettes publiques, pour l'heure compensée par la dette (l'Etat prévoit d'emprunter 280 Mds d'€ en 2021).

Or, il ne fait aucun doute qu'il faudra bien, un jour, rentrer dans l'épure et que les collectivités locales pourraient être, une fois encore, mises à contribution (crise de 2008 et relance via la réforme de la taxe professionnelle en 2010-2011, redressement des finances publiques et ponction sur les dotations locales entre 2014 et 2017) et on peut s'interroger sur la pérennité des compensations (voir infra chapitre 2.2.) des nouvelles réductions sur l'impôt économique, la taxe foncière sur les propriétés bâties des établissements industriels et de la taxe d'habitation...

Dans ce contexte, les projections pluriannuelles financières des collectivités locales sont pour le moins incertaines.

1.2. Le contexte financier des collectivités locales

1.2.1. La Loi de finances pour 2021

La loi de finances pour 2021, adoptée le 29 décembre 2020, est marquée par le plan de relance de l'économie qui inclut la baisse des impôts de production mais également la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

A cette Loi de finances est adossée la 4^{ème} Loi de finances rectificative, adoptée le 24 novembre 2020, destinée à compenser le second confinement (chômage partiel, compensations fiscales, soutien au sport et à la culture, primes de précarité, mesures sanitaires urgentes...) avec une enveloppe de 20 Mds d'€. Cette loi de finances rectificative prévoit également des avances remboursables pour compenser les pertes de versement mobilité aux collectivités organisatrices de la mobilité (AOM) les plus impactées.

1.2.2. Le plan de relance de 100 Mds d'€

Le plan de relance de 100 Mds d'€, financé en partie par l'union européenne (40 Mds d'€) repose sur 3 priorités :

- La compétitivité des entreprises et l'innovation (35 Mds d'€) ;
- La cohésion sociale et territoriale (35 Mds d'€) ;
- La transition écologique (30 Mds d'€).

Dans ces 100 Mds d'€ du plan de relance figurent la diminution de 10 Mds d'€ des impôts de production et des mesures exceptionnelles, telles que :

- Le mécanisme de compensation des pertes de recettes fiscales et domaniales de 2020 des collectivités. Aucun EPCI d'Ariège n'a été éligible à ce dispositif en 2020 et il n'existe aucune certitude quant à la reconduction de ce dispositif en 2021 ;
- Des avances et recettes fiscales et de dotations pour les collectivités en difficulté ;
- La création d'un fonds de solidarité pour les entreprises, coordonné avec les régions et ouvert à toutes les collectivités.

1.2.3. Diminution des impôts de production

La Loi de finances pour 2021 instaure une réduction de 10 Mds d'€ de la fiscalité économique à partir du 1^{er} janvier 2021 afin de réduire les taxes qui pèsent sur les opérateurs économiques indépendamment de leur résultat et in fine pour favoriser la compétitivité et favoriser les relocalisations :

- **Suppression de la part régionale de contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**

La part régionale des Régions (7,25 Mds d'€) est supprimée et compensée par une fraction de TVA nationale. Le taux de CVAE passe donc de 1,5% à 0,75%.

- **Plafonnement de la contribution économique territoriale (CET)**

Le plafonnement de la contribution économique territoriale, composée de la CVAE et de la cotisation foncière des entreprises (CFE), est abaissé de 3% à 2% de la valeur ajoutée.

- **Réduction de la CFE et de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB) pour les établissements industriels**

La loi de finances pour 2021 divise par deux les valeurs locatives des établissements industriels à partir de 2021, soit une réduction de 1,75 Mds d'€ au titre de la CFE et 1,54 Mds d'€ au titre de la TFB.

Il faut entendre par établissement industriel, au sens de l'article 1500 du Code général des impôts, les bâtiments et terrains servant à l'exercice d'une activité de fabrication ou de transformation de biens corporels mobiliers qui nécessite d'importants moyens techniques, de même que les bâtiments et terrains servant à l'exercice d'autres activités qui nécessitent d'importants moyens techniques lorsque le rôle des installations techniques, matériels et outillages mis en œuvre est prépondérant et dont la valeur dépasse pas 500 000 €.

Le Gouvernement prévoit une compensation à l'euro près qui évoluera chaque année en fonction des bases imposables localement mais ne compensera pas les éventuelles augmentations de taux.

En conséquence, l'agglo Foix-Varilhes, dont le taux de TFB 2020 avait été voté à 0%, ne pourra bénéficier d'aucune compensation au titre de la TFB. En outre, l'agglo perd également son pouvoir de taux en matière de taux de CFE sur une partie de ses bases fiscales (établissements industriels).

Au regard de l'état fiscal 1386 FB de 2021, la communauté d'agglomération comptait 223 établissements industriels en 2020 représentant une base nette de foncier bâti de 4 391 0001 €.
--

➤ Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales

Après une première phase de dégrèvement des ménages à condition modeste (2018-2020) qui a conduit à « supprimer » la taxe d'habitation de 80% des contribuables, nous entrons dans une deuxième phase (2021-2023) de suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Ainsi, si les contribuables verront leur taxe d'habitation diminuer de 30% en 2021, 60% en 2022 et 100% en 2023, cette taxe disparaît du paysage des collectivités locales dès le 1^{er} janvier 2021.

Cette suppression sera compensée pour les communes via un transfert du taux départemental de taxe sur les propriétés bâties alors que les EPCI se verront dotés d'une fraction de la TVA nationale.

EVOLUTION DE LA TVA NETTE

(Source commission des finances du Sénat)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Budget de l'Etat	133,40	136,30	138,40	141,80	144,40	152,40	156,70	129,20	126,10
Budget sécurité sociale	8,41	8,59	8,72	8,94	9,10	9,61	10,14	46,95	50,13
Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,19	4,42	4,43
TOTAL TVA nette	141,81	144,89	147,12	150,74	153,50	162,01	171,03	180,57	180,66
	Moyenne Annuelle	2013/2012	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2017/2016	2018/2017	2019/2018	
Evolution TVA	3,51%	2,17%	1,54%	2,46%	1,83%	5,54%	5,57%	5,58%	

EVOLUTION DE LA TH DE L'AGGLO

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Base Nette Taxe d'Habitation	40 121 535	40 700 000	39 842 000	40 462 000	42 039 000	43 143 000
Produit à taux fixe (8,52%)	3 418 355	3 467 640	3 394 538	3 447 362	3 581 723	3 675 784
Compensation Exonérations		155 724	209 635	223 087	242 030	252 347
Produit Large de TH	3 418 355	3 623 364	3 604 173	3 670 449	3 823 753	3 928 131
	Moyenne Annuelle	2015/2016	2017/2016	2018/2017	2019/2018	2020/2019
Evolution Base Nette TH	1,46%	1,44%	-2,11%	1,56%	3,90%	2,63%
Evolution Produit Large TH	2,04%		-0,53%	1,84%	4,18%	2,73%

A la lumière des évolutions passées, il semble que le produit de la TVA collectée a connu une dynamique plus importante que celle des bases de taxe d'habitation du territoire. Ainsi cette substitution pourrait, si on raisonne à taux constant, être profitable à la communauté d'agglomération.

Il n'en demeure pas moins que l'agglomération perd toute capacité à agir sur les taux.

En outre, il convient également de noter que le dispositif adopté en Loi de finances :

- D'une part prive l'ensemble des EPCI d'une progression de leur produit sur 2021. Ainsi, le produit perçu en 2021 par la communauté d'agglomération au titre de la compensation sera égal au produit perçu en 2020 (hors prise en compte de la moyenne des rôles supplémentaires), soit 3 928 131 €.

Ainsi, si on considère que l'agglomération aurait pu bénéficier d'une évolution de sa TH en 2021 comparable à la moyenne d'évolution constatée au cours des 4 dernières années, on peut estimer la perte de produit fiscal à : $3\,928\,131 \times 2,04\% = 80\,000 \text{ €}$.

- D'autre part, la Loi de finances a été modifiée au dernier moment pour limiter la progression de la compensation due aux EPCI compte tenu du rebond du produit de TVA attendu en 2021.

En effet la formule initiale de calcul qui prévoyait que l'année 2020 serve de référence :

$$\frac{\text{Produit TH (y compris compensation) 2020}}{\text{TVA nette 2020}} \times \text{TVA nette de l'année précédente}$$

A été remplacée par :

$$\frac{\text{Produit TH (y compris compensation) 2020}}{\text{TVA nette 2021}} \times \text{TVA nette de l'année précédente}$$

Dès lors, l'année de référence pour la TVA ne sera plus 2020 (qui a enregistré une baisse de produit de près de 20 Mds d'€) mais 2021.

Ici encore, ce choix fait peser certains doutes quant à la progression de cette ressource sur le court à moyen terme. En effet, au cours de l'exercice 2020, la consommation des ménages s'est réduite et une forte épargne s'est constituée. Dès lors, si au cours de l'exercice 2021, les ménages reviennent à un niveau de consommation antérieur et vont au-delà du fait de l'existence d'une épargne, l'année de référence sera « artificiellement » très élevée et pourra donner lieu à une baisse au cours des exercices suivants, limitant ainsi le montant de la compensation à son niveau 2020.

➤ **Neutralisation des indicateurs financiers de péréquation**

La suppression de la taxe d'habitation et la réforme des valeurs locatives des locaux industriels modifient le calcul des indicateurs financiers utilisés dans le calcul des dotations et du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, et notamment le coefficient d'intégration fiscale (CIF) et le potentiel financier (PF).

▪ **Le coefficient d'intégration fiscale**

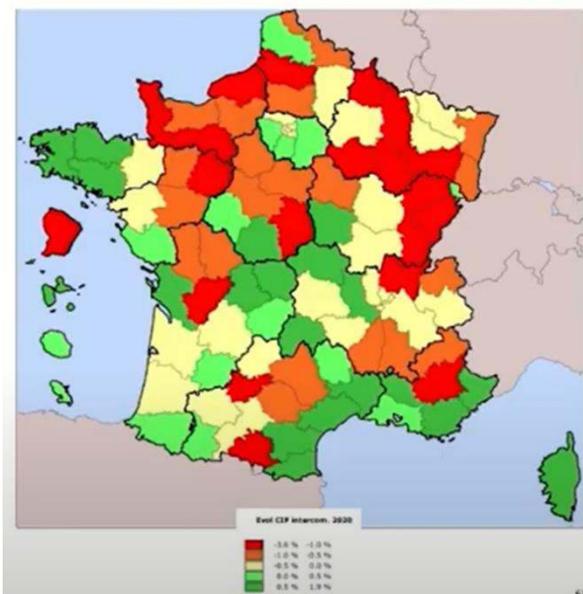
CALCUL ACTUEL DU CIF

	EPCI
	Produit (TH + FB + FNB + TAFNB + CVAE + CFE + IFER + TASCOM) + DCRT +/- FNGIR + TEOM + Redevance assainissement + Dotations de compensation + Reliquat AC - Dépenses de transfert
CIF =	
	EPCI + COMMUNES
	Produit (TH + FB + FNB + TAFNB + CVAE + CFE + IFER + TASCOM) + DCRT +/- FNGIR + TEOM + Redevance assainissement + Dotations de compensation

NOUVEAU CALCUL DU CIF

	EPCI
	Part de TVA + Produit (TH rs + FB + FNB + TAFNB + CVAE + CFE + IFER + TASCOM) + DCRT +/- FNGIR + TEOM + Redevance assainissement + Dotations de compensation + compensation CFE" + Reliquat AC - Dépenses de transfert
CIF =	
	EPCI + COMMUNES
	Part de TVA + Produit (THrs + FB + FNB élargi + TAFNB + CVAE + CFE + IFER + TASCOM) + DCRT +/- FNGIR + TEOM + Redevance assainissement + Dotations de compensation + Compensation FB + Compensation CFE

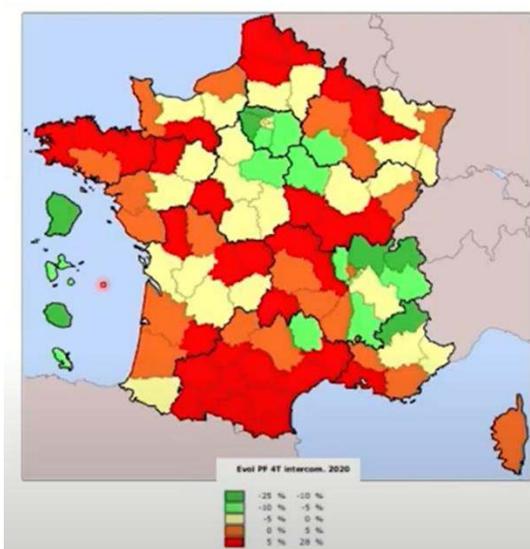
Selon une étude menée sur le territoire national par le cabinet Ressources Consultants Finances, cette modification du mode de calcul devrait entraîner des évolutions de CIF assez sensibles et induire, sur le département de l'Ariège, une diminution du CIF de -3,6% à -1,0% alors que d'autres départements vont voir leur CIF progresser.



Il s'agit donc d'une évolution a priori défavorable pour l'agglomération.

▪ Le potentiel financier

Les modifications intervenant dans le potentiel financier sont, toujours selon une étude menée par le cabinet Ressources Consultants Finances, également de nature à « pénaliser » la communauté d'agglomération dans la mesure où on constate que la progression moyenne du potentiel fiscal des EPCI du département de l'Ariège est de 5 à 28%, alors que certains départements, notamment en Ile-de-France, verraient leur potentiel financier être réduit de 10 à 25%.



1.2.4. Dotations

La DGF du bloc communal reste figée à 18,3 Mds d'€ en 2021. Ainsi la hausse de certaines composantes imposera d'en réduire d'autres.

Le besoin de financement résiduel (BFR) de la DGF est estimé pour 2021 à 240 M€, il provient :

- o Du coût de l'évolution de la population (30 à 40 M€) ;
- o De l'évolution de la dotation d'intercommunalité 30 M€ ;
- o De l'effort de péréquation (180 M€ : 90M€ pour la DSR et 90M€ pour la DSU).

Il sera financé pour 40% par un prélèvement sur la dotation de compensation des EPCI. On a donc :

Variation de la dotation d'intercommunalité	30 M€
Variation de la dotation de compensation	- 88 M€

En M€	Base 2020 actualisée	Variation en valeur absolue	Base 2021	Variation relative
Dotation d'intercommunalité	1 593	+ 30	1 623	+ 1,90%
Dotation de compensation	4 832	- 88	4 744	- 1,81%
... dont part CSPS	4 806	- 88	4 718	- 1,82%
... dont DCTP	26	0	26	0,00%
DGF des EPCI	6 425	- 58	6 367	- 0,90%

Ainsi, dans la mesure où l'évolution de la dotation de compensation est fixe pour l'ensemble des EPCI et que l'on peut par hypothèse prévoir que l'évolution de la dotation d'intercommunalité de l'agglomération sera conforme à la moyenne, on a :

En €	2020	Evolution LFi	Prévisionnel 2021
Dotation d'intercommunalité	720 913	+ 1,90 %	734 610
Dotation de compensation	1 641 744	- 1,81 %	1 612 028
... dont part CSPS	1 641 744	- 1,81 %	1 612 028
... dont DCTP	0	0,00%	0
DGF des EPCI	2 362 657	- 0,68%	2 346 638

Soit une diminution de recettes pour l'agglomération Foix-Varilhes d'environ 16 000 € en 2021.

1.2.5. Fiscalité

- Fiscalité directe locale

Actualisation des valeurs locatives des locaux au titre de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la cotisation foncière des entreprises (hors établissements industriels) : + 0,2%.

- Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Le SMECTOM du Plantaurel, à qui l'agglomération a transféré la compétence collecte et traitement de déchets ménagers et assimilés, doit faire face à d'importants travaux, avec notamment la nécessaire modernisation du centre de tri qui a été évaluée à près de 7,5 M€, mais également l'augmentation significative la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) qui va passer de 16 à 65 €/ tonne, soit une croissance des charges annuelles du SMECTOM de plus de 1,5 M€.

Cette croissance des charges du SMECTOM induit mécaniquement une évolution des participations appelées auprès de ses EPCI membres. Pour l'agglomération Foix-Varilhes, cette évolution a été estimée à :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Participation	4 152 808	4 409 630	4 715 000	4 994 888	5 178 623	5 314 080
... de base	4 152 808	4 409 630	4 654 500	4 873 852	4 997 123	5 072 080
... TGAP			60 500	121 036	181 500	242 000

La hausse de la participation de base avait été anticipée avec, compte tenu de la nécessité de respecter le principe d'égalité des usagers devant le service public mais également de préparer la mise en place de la redevance incitative, que le SMECTOM envisage de facturer à blanc en 2022 pour une mise en application en 2023, une harmonisation des taux actée par délibération du conseil communautaire n° 2019/032 du 10 avril 2019 :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Sect. Varilhes	14,36%	14,54%	14,36%	14,36%	14,36%	
Sect. Foix – zone 1	13,08%	13,43%	13,42%	13,58%	13,75%	
Sect. Foix – zone 2	11,79%	12,40%	12,64%	13,07%	13,49%	13,92%
Sect. Foix – zone 3	10,48%	11,35%	11,86%	12,54%	13,23%	
Sect. Foix – zone 4	7,86%	9,25%	10,28%	11,49%	12,71%	

En outre en 2019, la communauté d'agglomération a également anticipé sur l'augmentation des participations demandées par le SMECTOM pour faire face à l'augmentation des TGAP, que celui-ci estimait à 1,80 € supplémentaires par habitant et par an (soit environ 60 500 € pour l'agglomération), en décidant la mise en place d'un taux de TEOM additionnel de 0,18% sur tous les secteurs. Toutefois, le SMECTOM n'a pas appelé cette contribution TGAP en 2019.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Contribution TGAP – 2019	0	0	0	0	0	0	0
Contribution TGAP – 2020		60 500	60 500	60 500	60 500	60 500	60 500
Contribution TGAP – 2021			60 500	60 500	60 500	60 500	60 500
Contribution TGAP – 2022				60 500	60 500	60 500	60 500
Contribution TGAP – 2023					60 500	60 500	60 500
Contribution TGAP – 2024						60 500	60 500
Contribution TGAP – 2025							60 500
TOTAL		60 500	121 000	181 500	242 000	302 500	363 000

Ainsi, la communauté d'agglomération ayant encaissé en 2019 le produit de TEOM nécessaire au financement de la contribution TGAP pour 2020, le taux additionnel de TGAP n'a pas été valorisé en 2020.

		Varilhes	Foix				TOTAL
			zone1	zone 2	zone 3	zone 4	
2017	Base	9 398 188	13 466 758	1 459 202	4 705 232	3 750 008	32 779 388
	Taux de Base	13,71%	12,48%	11,25%	10,00%	7,50%	11,85%
	Taux TGAP						
	Taux consolidé	13,71%	12,48%	11,25%	10,00%	7,50%	11,85%
	Produit	1 288 492	1 680 651	164 160	470 523	281 251	3 885 077
2018	Base	9 629 626	13 678 429	1 489 226	4 811 610	3 738 950	33 347 841
	Taux de Base	14,36%	13,08%	11,79%	10,48%	7,86%	12,43%
	Taux TGAP						
	Taux consolidé	14,36%	13,08%	11,79%	10,48%	7,86%	12,43%
	Produit	1 382 814	1 789 139	175 580	504 257	293 881	4 145 671
2019	Base	9 945 526	13 988 830	1 559 872	4 977 393	3 863 906	34 335 527
	Taux de Base	14,36%	13,25%	12,22%	11,17%	9,07%	12,75%
	Taux TGAP	0,18%	0,18%	0,18%	0,18%	0,18%	0,18%
	Taux consolidé	14,54%	13,43%	12,40%	11,35%	9,25%	12,93%
	Produit	1 446 079	1 878 700	193 424	564 934	357 411	4 440 548
2020	Base	10 215 073	14 220 051	1 573 866	5 142 315	3 943 576	35 094 881
	Taux de Base	14,36%	13,42%	12,64%	11,86%	10,28%	13,08%
	Taux TGAP	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	Taux consolidé	14,36%	13,42%	12,64%	11,86%	10,28%	13,08%
	Produit	1 466 884	1 908 331	198 937	609 879	405 400	4 589 431
2021	Base	10 246 130	14 411 642	1 607 019	5 127 835	3 980 693	35 373 319
	Taux de Base	14,36%	13,58%	13,07%	12,54%	11,49%	13,40%
	Taux TGAP	0,34%	0,34%	0,34%	0,34%	0,34%	0,34%
	Taux consolidé	14,70%	13,92%	13,41%	12,88%	11,83%	13,74%
	Produit	1 506 181	2 006 101	215 501	660 465	470 916	4 859 164
2022	Base	10 399 821	14 627 817	1 631 124	5 204 752	4 040 403	35 903 917
	Taux de Base	14,36%	13,75%	13,49%	13,23%	12,71%	13,72%
	Taux TGAP	0,005	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%
	Taux consolidé	14,86%	14,25%	13,99%	13,73%	13,21%	14,22%
	Produit	1 545 413	2 084 464	228 194	714 612	533 737	5 106 420

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Contribution de Base		4 152 808	4 409 630	4 654 612	4 873 852	4 997 123
+ Contribution TGAP		0	0	60 518	121 036	181 500
= Contribution SMECTOM	0	4 152 808	4 409 630	4 715 130	4 994 888	5 178 623

TEOM de Base	3 885 077	4 145 671	4 377 780	4 590 410	4 740 025	4 926 017
+ TEOM TGAP	0	0	61 804	0	120 269	179 520
TEOM totale	3 885 077	4 145 671	4 439 584	4 590 410	4 860 294	5 105 537

Prise en Charge CAPFV		7 137	-29 954	124 720	134 594	73 086
... dont Base		7 137	31 850	64 202	133 827	71 106
... dont TGAP		0	-61 804	60 518	767	1 980

Régularisation

Le produit attendu pour 2021 devrait donc progresser d'environ 270 000 €.

- Taxe Gémapi

Au 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de la prévention des risques d'inondation a été transférée aux EPCI (Loi dite MAPTAM). Ce transfert de compétence de l'Etat vers les intercommunalités ne s'est pas accompagné d'un transfert de ressources, mais de la possibilité donnée aux EPCI de créer une nouvelle taxe additionnelle à la taxe d'habitation, aux taxes foncières (bâties et non bâties) et à la cotisation foncière des entreprises, dite taxe Gémapi.

Le montant de la taxe Gémapi diffère d'un EPCI à l'autre. En effet, il appartient à chaque EPCI d'estimer le montant prévisionnel de ses dépenses pour fixer le montant total de la taxe Gémapi qu'il doit percevoir. En tout état de cause, le montant de la taxe ne peut excéder 40 euros par habitant.

Une fois le montant voté par l'EPCI, l'administration fiscale répartit ce montant sur les quatre impôts locaux concernés (taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties, taxe d'habitation, cotisation foncière des entreprises) au prorata du poids de chacune de ces taxes.

APPEL DE COTISATION 2020

	Fonctionnement	Investissement	TOTAL	Participation appelée	RAR	TOTAL 2020
SBGH	3 625,00 €	0,00 €	3 625,00 €	3 625,00 €	0,00 €	3 625,00 €
SMBVA	408,80 €	0,00 €	408,80 €	478,00 €	0,00 €	478,00 €
SMIVAL	2 303,10 €	0,00 €	2 303,10 €	2 277,18 €	0,00 €	2 277,18 €
SYMAR	68 952,00 €	107 651,89 €	176 603,89 €	128 215,33 €	48 388,56 €	176 603,89 €
TOTAL	75 288,90 €	107 651,89 €	182 940,79 €	134 595,51 €	48 388,56 €	182 984,07 €
Régie agglo	2 059,21 €	0,00 €	2 059,21 €	2 059,21 €	0,00 €	2 059,21 €
TOTAL	77 348,11 €	107 651,89 €	185 000,00 €	136 654,72 €	48 388,56 €	185 043,28 €

	Votée
Taxe Gémapi	185 000,00 €

Reçue
189 454,00 €

Résultat 2020

4 410,72 €

APPEL DE COTISATION 2021

	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
SBGH	3 700,00 €	0,00 €	3 700,00 €
SMBVA	500,00 €	0,00 €	500,00 €
SMIVAL	2 300,00 €	0,00 €	2 300,00 €
SYMAR	103 935,00 €	64 200,23 €	168 135,23 €
TOTAL	110 435,00 €	64 200,23 €	174 635,23 €
Régie agglo	2 100,00 €	0,00 €	2 100,00 €
TOTAL	112 535,00 €	64 200,23 €	176 735,23 €
- Résultat 2020			4 410,72 €
= Produit Gémapi attendu			170 224,51 €
		Arrondi à	170 000,00 €

La taxe Gémapi pourrait donc enregistrer une baisse de 15 000 €, soit -8,11 %.

2. Bilan 2020

2.1. Comptes administratifs pour 2020

2.1.1. Budget principal

Résultat pour 2020 du budget principal

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	24 666 550,57	4 718 494,37	29 385 044,94	1 992 547,80
- Dépenses de l'exercice	24 733 486,50	5 294 899,02	30 028 385,52	496 830,06
= Résultat de l'exercice	-66 935,93	-576 404,65	-643 340,58	1 495 717,74
+/- résultat reporté	4 595 053,70	-756 357,23	3 838 696,47	0,00
+ affectation du résultat	0,00	76 146,39	76 146,39	0,00
= Résultat de clôture	4 528 117,77	-1 256 615,49	3 271 502,28	1 495 717,74

Chaîne de l'épargne 2020

	2020
Recettes d'exploitation	23 310 105,52
- Dépenses d'exploitation	22 485 243,09
= Résultat d'exploitation	824 862,43
+ Résultat financier (hors dette)	0,00
+ Résultat exceptionnel	-376 203,92
= Epargne de gestion	448 658,51
- Remboursement des intérêts des emprunts	195 996,88
= Epargne brute	252 661,63
- Remboursement du capital de la dette	507 447,07
= Epargne nette	-254 785,44

Financement des investissements 2020

	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)	TOTAL
Dépenses d'équipement	2 905 175,83	496 830,06	3 402 005,89
- Epargne nette	-254 785,44	0,00	-254 785,44
- FCTVA	408 059,90	0,00	408 059,90
- Subventions	1 506 479,93	1 992 547,80	3 499 027,73
- Cessions	0,00	0,00	0,00
- Emprunt	602 080,86	0,00	602 080,86
= Besoin de financement	643 340,58	-1 495 717,74	-852 377,16
Fonds de roulement au 01/01	3 914 842,86		
Fonds de roulement au 31/12	3 271 502,28		

Structure du budget 2020

DEPENSES		RECETTES
Dépenses de gestion 2 313 K€	SECTION DE FONCTIONNEMENT 23 332 K€	Recettes de gestion 1 801 K€
Dépenses de Personnel 7 332 K€		
Reversements de fiscalité 3 299 K€		Fiscalité 14 814 K€
Contributions et subventions 9 938 K€		
intérêts : 196 K€		Dotations et compensations 6 600 K€
Autofinancement : 252 K€		Recettes except. : 116 K€
Dépenses d'équipement 2 905 K€	SECTION D'INVESTISSEMENT 3 413 K€	Autofinancement : 252 K€
Capital dette : 507 K€		Dotations et subventions 1 914 K€
		Emprunt : 602 K€
		Besoin de Financement : 643 K€

L'impact de la crise sanitaire de la covid-19 sur le résultat du budget principal pour 2020 doit toutefois être précisé.

	2020	2021	TOTAL
Achat de gel hydroalcoolique, désinfectant, ...	10 676		10 676
Achat de masques	161 408		161 408
Achat de petit matériel (plaques plexi, pompes doseuses, ...)	2 361		2 361
Achat de vêtements de travail	11 446		11 446
Subventions (Fds exceptionnel Occitanie, L'occal, ...)	355 500	344 500	700 000
Réduction des charges de la Piscine	-251 979		-251 979
Réduction des charges des Accueils du jeunes enfant	-18 733		-18 733
TOTAL DEPENSES	270 679	344 500	615 179
Subvention masques Etat	56 800		56 800
Remboursement masques - Communes	0	6 593	6 593
Dégrèvement fiscalité CFE (1/3)	0	-32 966	-32 966
Baisse des redevances de la Piscine	-280 856	0	-280 856
Baisse des redevances des Accueils du jeunes enfant	-134 290	0	-134 290
TOTAL RECETTES	-358 346	-26 373	-384 719
RESULTAT	-629 025	-370 873	-999 898

Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, hors effet Covid-19, l'épargne nette de l'agglomération aurait dû se situer autour de 370 000 € (et 881 000 € d'épargne brute).

En outre, les effets de la crise sanitaire vont se poursuivre en 2021, avec notamment le paiement du solde des aides exceptionnelles (344 500 €) et la prise en compte du dégrèvement de CFE décidé en 2020 (33 000 €).

De plus, la fermeture du centre aquatique va également durablement impacter le résultat de ce service.

2.1.2. Budget annexe mobilité

Ce budget retrace les opérations réalisées par les services « navette urbaine » et « transport à la demande ».

Résultat pour 2020 du budget annexe mobilité

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	284 824,90	0,00	284 824,90	0,00
- Dépenses de l'exercice	278 753,69	0,00	278 753,69	0,00
= Résultat de l'exercice	6 071,21	0,00	6 071,21	0,00
+/- résultat reporté	15 559,26	0,00	15 559,26	0,00
+ affectation du résultat	0,00	0,00	0,00	0,00
= Résultat de clôture	21 630,47	0,00	21 630,47	0,00

2.1.3. Budget annexe ateliers relais

Ce budget retrace principalement les opérations de crédit-bail consenties par la communauté d'agglomération pour faciliter les implantations d'entreprises.

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	41 841,04	26 288,89	68 129,93	16 196,87
- Dépenses de l'exercice	41 841,04	42 485,76	84 326,80	0,00
= Résultat de l'exercice	0,00	-16 196,87	-16 196,87	16 196,87
+/- résultat reporté	1 234,80	144,99	1 379,79	0,00
+ affectation du résultat	0,00	0,00	0,00	0,00
= Résultat de clôture	1 234,80	-16 051,88	-14 817,08	16 196,87

En 2020 le résultat fait apparaître un déficit d'investissement dans la mesure où, pour accompagner l'entreprise Marion technologie, la communauté d'agglomération a consenti, par avenant, un étalement des loyers dus au titre de l'exercice 2020.

Ainsi, si un report de paiement donne lieu à rattachement des recettes en section de fonctionnement, il n'est constaté qu'en restes à réaliser au titre de la section d'investissement. Or dans le cadre d'un crédit-bail une part des loyers est appelée en couverture des intérêts (section de fonctionnement) et le solde vient couvrir le remboursement du capital de la dette (section d'investissement).

Ainsi, si on cumule le résultat de clôture de compte administratif (- 14 817,08 €) au résultat des restes à réaliser (16 196,87 €), le résultat demeure à son niveau 2019, soit 1 379,79 €.

2.1.4. Budget annexe zones d'activités économiques

Ce budget retrace les opérations d'aménagement et de commercialisation de toutes les zones d'activités économiques de la communauté d'agglomération. Il a pour vocation de suivre la valeur du stock comptable des terrains des zones. Celle-ci est valorisée à hauteur de 2 818 K€ à la clôture 2020.

En 2020, la zone Escoubétou 2 a été achevée pour 384 K€, et des travaux et études ont été réalisés pour 24 K€ sur les zones de Pélissou et Joulieu. Deux terrains ont été cédés sur les zones de Bigorre et Joulieu pour un montant total de 38 K€.

Enfin, un premier acompte au titre de la DETR 2019 (ZAE Escoubétou 2) a été perçu pour 168 K€.

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	3 044 386,75	2 428 997,58	5 473 384,33	
- Dépenses de l'exercice	2 876 072,75	2 988 671,00	5 864 743,75	
= Résultat de l'exercice	168 314,00	-559 673,42	-391 359,42	
+/- résultat reporté	0,00	-885 507,10	-885 507,10	
+ affectation du résultat	0,00	168 904,63	168 904,63	
= Résultat de clôture	168 314,00	-1 276 275,89	-1 107 961,89	

2.1.5. Présentation consolidée (*)

Les budgets annexes ayant vocation à être équilibrés, le résultat consolidé devrait être proche du résultat du budget principal. Toutefois, le budget annexe des zones d'activités économiques ne suit pas cette logique d'équilibre annuel. En effet, pour ces budgets dits de « lotissement », l'équilibre n'intervient qu'à l'issue des opérations de commercialisation.

Ainsi, en phase d'aménagement de zones (Escoubétou 2, Pélissou 2...), le résultat consolidé est diminué du stock de terrains aménagés ou à aménager :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	28 037 603,26	7 173 780,84	35 211 384,10	2 008 744,67
- Dépenses de l'exercice	27 930 153,98	8 326 055,78	36 256 209,76	496 830,06
= Résultat de l'exercice	107 449,28	-1 152 274,94	-1 044 825,66	1 511 914,61
+/- résultat reporté	4 611 847,76	-1 641 719,34	2 970 128,42	0,00
+ affectation du résultat	0,00	245 051,02	245 051,02	0,00
= Résultat de clôture	4 719 297,04	-2 548 943,26	2 170 353,78	1 511 914,61

(*) pour des questions de lisibilité, le budget annexe résidence autonomie, doté d'une nomenclature comptable spécifique, n'est pas intégré dans la présentation consolidée (cf ci-dessous).

Ce qui impose au budget principal de maintenir un niveau de fonds de roulement de 2 M€ minimum, qui permettra de disposer de la trésorerie nécessaire pour assurer le paiement des salaires et charges (610 K€ / mois) mais également le préfinancement des travaux.

2.1.6. Budget résidence autonomie

La résidence autonomie de Varilhes est considéré comme un établissement médico-social. Il est donc individualisé sur un budget annexe.

Ce budget a, à l'instar des autres budgets annexes, vocation à s'équilibrer en dépenses et en recettes, ce qui est globalement le cas (excédent de 9 880,14 €, soit 1,55% des recettes de fonctionnement).

Les travaux d'investissement pour la réfection des salles de bain n'ont pas encore été tous engagés (2 salles de bain pour l'heure) mais ont d'ores et déjà reçu une aide de l'Etat au titre de la DSIL pour 2020 (restes à réaliser).

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	514 227,29	15 763,30	529 990,59	297 012,00
- Dépenses de l'exercice	544 680,39	79 704,17	624 384,56	42 961,47
= Résultat de l'exercice	-30 453,10	-63 940,87	-94 393,97	254 050,53
+/- résultat reporté	34 306,10	49 550,90	83 857,00	0,00
+ affectation du résultat	0,00	0,00	0,00	0,00
= Résultat de clôture	3 853,00	-14 389,97	-10 536,97	254 050,53

2.2. Gestion de la dette

Pour la première fois depuis sa création, la communauté d'agglomération a eu, en 2019, recours à un emprunt de 1 000 000 € pour assurer le préfinancement des travaux d'aménagement de la zone d'activités économiques Escoubétou 2.

En 2020, un emprunt de 600 000 € a été contracté sur le budget principal pour assurer le financement du pôle jeunesse collaboratif de Foix.

Pour autant, compte tenu des remboursements intervenus au cours des 4 dernières années, le stock de la dette a été réduit de 1 250 000 € et le montant des annuités a diminué de près de 123 000 €.

en K€	2017			2018			2019			2020			2021		
	CRD 01/01	Emprunt	Annuité	CRD 01/01	Emprunt	Annuité	CRD 01/01	Emprunt	Annuité	CRD 01/01	Emprunt	Annuité	CRD 01/02	Emprunt	Annuité
Budget Principal	6 931	0	810	6 386	0	738	5 892	0	718	5 398	600	710	5 492		732
BA Ateliers relais	652	0	93	586	0	64	547	0	64	506	0	64	464		64
BA ZAE	969		190	806		190	637	1 000	137	1 517	0	191	1 347		174
TOTAL	8 552	0	1 093	7 778	0	992	7 076	1 000	919	7 421	600	965	7 303		970
Evolution				-9,1%	-9,2%	-9,0%	-7,4%	4,9%	5,0%	-1,6%	0,5%				

2.2.1. Dette du budget principal

Amortissement de la dette « ancienne »

	CRD au 01/01	Emprunt	Capital	Intérêts	Annuité
2017	6 931 451	0	545 560	264 891	810 451
2018	6 385 891	0	494 159	243 861	738 021
2019	5 891 731	0	494 099	224 109	718 208
2020	5 397 633	600 000	505 527	204 103	709 630
2021	5 492 106		546 588	185 371	731 960
2022	4 945 517		555 538	164 659	720 197
2023	4 389 980		522 218	143 445	665 663
2024	3 867 762		533 169	123 882	657 051
2025	3 334 593		544 570	103 798	648 368
2026	2 790 023		526 015	83 279	609 294

La dette de la communauté d'agglomération est extrêmement sécurisée puisque adossée intégralement à des taux fixes non révisables.

Au 31 décembre 2020, le stock de dette est de 5 492 106 €. Ainsi, au regard de l'épargne brute dégagée en 2020, on peut déduire une capacité de désendettement de 22 ans, soit bien au-delà du seuil d'alerte.

Ainsi, il paraît utile et pertinent de prendre en compte un niveau d'épargne brut corrigé des effets covid-19. On obtient alors une **capacité de désendettement de 6 années**, ce qui constitue un résultat bien en-deçà du niveau de surveillance.

Il convient également de noter que sur la durée du projet de territoire (2021-2026) le montant des annuités de la dette ancienne va être réduit d'environ 125 000 €, ce qui correspond, compte tenu du niveau des taux constatés (0,6% sur 20 ans), à une capacité d'emprunt d'environ 2 350 000 €.

2.2.2. Dette du budget annexe atelier relais

Capital restant dû au 31 décembre 2019

Emprunteur	CRD au 31/12/2020	Taux d'intérêts moyen	Durée résiduelle moyenne
CC Canton de Varilhes	464 109,67	4,31%	8 années
TOTAL	464 109,67	4,31%	8 années

Le budget atelier relais ne compte qu'un seul et unique emprunt contracté pour financer le bien immobilier qui a fait l'objet d'un crédit-bail immobilier avec la société Marion Technologie.

Cet emprunt est donc remboursé chaque année à l'euro - l'euro par la société Marion Technologie.

2.2.3. Dette du budget annexe zones d'activités économiques

Capital restant dû au 31 décembre 2020

Emprunteur	CRD au 31/12/2020	Taux d'intérêts moyen	Durée résiduelle moyenne
CC Canton de Varilhes	391 391	2,24%	5 années
CA Pays Foix Varilhes	955 334	0,83%	14 années
TOTAL	1 246 725	1,68%	11 années

Sur le budget annexe des zones d'activités économiques, il convient de noter que le coût de remboursement des intérêts de la dette est, à l'instar des acquisitions foncières, études et autres travaux, valorisé et pris en compte dans la valeur du stock comptable des terrains aménagés ou à aménager.

En 2019, un emprunt d'un million d'euros a été contracté sur 15 ans au taux de 0,81% par an pour assurer le préfinancement des travaux de la zone d'activités économiques Escoubétou 2.

Compte tenu du faible coût de cet emprunt, il pourra être utile de ne pas procéder à son remboursement anticipé et d'utiliser les ressources issues des prochaines cessions pour financer les travaux à venir.

2.3. Gestion du personnel

Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire précise que le rapport comporte, en matière de personnel, au titre de l'exercice en cours, ou le cas échéant du dernier exercice connu, des informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel...

2.3.1. Répartition des effectifs par type de contrats

	1 ^{er} janvier 2019	1 ^{er} janvier 2020	1 ^{er} janvier 2021
Titulaires, stagiaires	113	137	131
Contrats de droit public	76	54	56
<i>dont assistantes maternelles</i>	14	13	12
Contrat de droit privé - emploi avenir	1	1	0
TOTAL	190	192	187

2.3.2. Rémunération (traitement indiciaire et régime indemnitaire, hors charges patronales et divers)

	Rému 2019	% du 012 BP 2019	Rému 2020	% du 012 BP 2020	Rému 2021	% du 012 BP 2021
Titulaires et stagiaires	2 766 100 €	38%	3 211 800 €	44%	3 313 000 €	43%
Contractuels (dont emploi avenir)	2 080 000 €	29%	2 060 000 €	28%	2 117 000 €	28%

2.3.3. Composantes de la rémunération

Le régime indemnitaire

Valeurs globales de régimes indemnitaires versées :

Régime indemnitaire total 2019	Part de la rémunération 2019	Régime indemnitaire total 2020	Part de la rémunération 2020	Prévision régime indemnitaire 2021
445 800 €	9%	500 400 €	10%	516 000 €

La NBI (nouvelle bonification indiciaire) :

NBI 2019	Part de la NBI 2019	NBI 2020	Part de la NBI 2020	Prévision NBI 2021
40.700 €	0,8%	38.900 €	0,8%	38 000 €

Le SFT (supplément familial de traitement)

Le SFT doit être versé à tout agent répondant à certains critères de situation familiale (âge des enfants notamment), par tout employeur public. Les SFT versés aux agents fonctionnaires sont en partie récupérés via le FNCSFT (fonds national de compensation du supplément familial de traitement), selon un coefficient révisé chaque année.

	SFT 2019	SFT 2020	SFT 2021
Base de la part récupérable (versée à des agents fonctionnaires)	33 300 €	42 900 €	42.700€
Part non prise en compte (versée à des contractuels)	12 600 €	10 900 €	7 600€

Heures supplémentaires : le budget alloué aux heures supplémentaires concerne peu de services, et répond à des cas précis :

- agents en contrat à durée déterminée pour accroissement temporaire d'activité ;
- agents en contrat à durée déterminée pour remplacements ;
- interventions en astreinte des agents techniques basés au centre aquatique ;
- assistantes maternelles.

La valeur des heures supplémentaires est relativement stable : 19 500 € en 2018 et 20 700 € en 2019. L'année 2020 a marqué diverses organisations très particulières ; liées à la gestion de la crise sanitaire, portant le coût des heures supplémentaires à 25 300 €. La prévision 2021 devrait se poursuivre sur cette tendance au vu des activités en place en début d'année.

Avantages en nature, sont concernés :

- participation aux contrats individuels santé ;
- participation aux contrats individuels prévoyance ;
- véhicule (1 agent).

Suite au transfert de la gestion des Forges de Pyrène vers l'EPIC office de tourisme, le logement de fonction est directement pris en charge par les services de l'EPIC.

Focus sur les participations aux contrats labellisés :

	2019		2020		2021	
Participation en santé	96 agents	12 900 €	103 agents	25 000 €	83 agents	21 100€
Participation en prévoyance	118 agents	8 000 €	102 agents	11 300 €	83 agents	9 800€

Pour mémoire, la participation aux contrats santé labellisés est soumise au nombre d'enfants rattachés au contrat de l'agent. La participation aux contrats en prévoyance est quant à elle soumise à une tranche de salaire actée en comité technique et par délibération.

2.3.4. Evolution des emplois permanents

	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C (dont assistantes maternelles)	Total
1^{er} janvier 2018	20	37	118	175
	16,65 ETP	30,75 ETP	110,20 ETP	157,60 ETP
1^{er} janvier 2019	23	56	111	190
	19,19 ETP	49,65 ETP	100,22 ETP	169,06 ETP
1^{er} janvier 2020	27	59	106	192
	24,65 ETP	52,36 ETP	99,35 ETP	176,36 ETP
	14%	31%	55%	-
1^{er} janvier 2021	53	33	101	187
	49,59 ETP	31,45 ETP	95,46 ETP	176,50 ETP
	28%	18%	54%	-
<i>Répartition fonction publique territoriale (chiffres-clés 2019)</i>	10%	15%	75%	-

ETP : équivalent temps plein

Une évolution des proportions des catégories A et B a été constatée depuis le 1^{er} février 2019, suite à l'application de la revalorisation des cadres d'emploi des éducateurs de jeunes enfants et des assistants socio-éducatifs, passé de la catégorie B à la catégorie A.

	1 ^{er} janvier 2018	1 ^{er} janvier 2019	1 ^{er} janvier 2020	1 ^{er} janvier 2021
Filière administrative	21	25	28	27
Filière technique	58	33	29	31
Filière culturelle	38	38	38	33
Filière sportive	6	6	6	6
Filière animation	3	12	13	14
Filière médico-sociale	35	62	65	64
Hors filières	14	14	13	12
	175	190	192	187

2.3.5. Etat des lieux de la parité

Répartition des effectifs permanents pourvus, par catégorie :

	Sexe	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C (dont assistantes maternelles)	Total
1^{er} janvier 2018	Femmes	15	20	74	109
	Hommes	5	17	44	66
1^{er} janvier 2019	Femmes	17	38	92	147
	Hommes	6	18	19	43
1^{er} janvier 2020	Femmes	21	40	88	149
	Hommes	6	19	18	43
1^{er} janvier 2021	Femmes	45	16	84	145
	Hommes	8	17	17	42

Une forte représentation féminine est constatée, que l'on retrouve dans la filière médico-sociale, largement présente dans les services de la communauté d'agglomération. Répartition au 1^{er} janvier 2021, par filière :

Filière	Femmes	Hommes
Filière administrative	21	5
Filière technique	18	14
Filière culturelle	18	15
Filière sportive	2	4
Filière animation	10	4
Filière médico-sociale	64	0
Hors filières	12	0
TOTAL	145	42

2.4. Investissements

2.4.1. Budget principal

	Budget consolidé 2020	Liquidé 2020	Restes à réaliser 2020
Chapitre 16	510 000,00	507 447,07	0,00
Dépenses d'équipement	5 688 000,01	2 905 175,83	496 830,06
Dépenses réelles de l'exercice	6 198 000,01	3 412 622,90	496 830,06
Chapitre 041	607 979,45	547 432,73	0,00
Chapitre 040	1 334 843,39	1 334 843,39	0,00
Dépenses de l'exercice	8 140 822,85	5 294 899,02	0,00
Chapitre 001	756 357,23	756 357,23	0,00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8 897 180,08	6 051 256,25	496 830,06

Chapitre 10 Dotations et participations	522 544,69	484 206,29	0,00
Chapitre 16 Emprunts et dettes	604 000,00	602 080,86	0,00
Subventions d'équipement	4 402 461,18	1 506 479,93	1 992 547,80
Recettes réelles de l'exercice	5 529 005,87	2 592 767,08	1 992 547,80
Chapitre 021 Virement de la section de fonc.	1 100 760,87	0,00	0,00
Chapitre 040 o/o entre sections	1 659 433,89	1 599 837,32	0,00
Chapitre 041 o/o patrimoniales	607 979,45	547 432,73	0,00
Recettes de l'exercice	8 897 180,08	4 740 037,13	0,00
Chapitre 001	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	8 897 180,08	4 740 037,13	1 992 547,80

RESULTAT D'INVESTISSEMENT	0,00	-1 311 219,12	1 495 717,74
----------------------------------	-------------	----------------------	---------------------

En matière d'investissements, la communauté d'agglomération intervient directement dans le financement d'équipements intercommunaux, mais elle intervient également comme maître ouvrage délégué auprès de ses communes membres (voirie), pour porter les financements de partenaires (habitat – OPAH/PIG et économie - FISAC) ou en tant que financeur de projets publics ou privés via le versement de fonds de concours.

Au cours de la période 2017-2020, l'agglomération a achevé les projets initiés et engagés par les communautés de communes du Canton de Varilhes et du Pays de Foix. Toutefois, afin de donner plus de lisibilité à son action, l'agglomération s'est également dotée, dès sa création, d'un projet de territoire.

DETAIL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT DU BUDGET PRINCIPAL 2017-2020

	2017	2018	2019	2020	RAR	TOTAL
Ext. antenne technique - Verniolle	39 785,56	128 213,64	1 959,84	0	0	169 959,04
Office de tourisme	1 132 875,78	184 788,01	0	0	0	1 317 663,79
Déchetterie	162 208,67	17 190,00	0	0	0	179 398,67
SOUS-TOTAL FIN D'OPERATIONS PRE-PROJET DE TERRITOIRE	1 334 870,01	330 191,65	1 959,84	0,00	0,00	1 667 021,50

	2017	2018	2019	2020	RAR	TOTAL
Zone commerciale Peysales	0,00	16 620,00	1 090,61	5 203,80	22 330,80	45 245,21
1.Dév. Économique et touristique	30 693,50	142 905,78	1 475 967,46	5 203,80	22 330,80	1 677 101,34
Multi-accueil de Montgailhard	0,00	102 669,39	1 645 393,00	1 000,80	0,00	1 749 063,19
Pôle jeunesse collaboratif	0,00	2 432,35	184 848,16	459 157,36	99 578,26	746 016,13
Gymnase Vernajoul	0,00	25 528,92	15 990,42	394 560,13	41 104,71	477 184,18
2.Solidarité et services publics	0,00	130 630,66	1 846 231,58	854 718,29	140 682,97	2 972 263,50
Rando au fil de l'eau	19 173,00	11 637,00	15 240,00	0,00	0,00	46 050,00
Fonds de concours	450 259,98	565 786,42	634 277,14	506 168,35	0,00	2 156 491,89
...Secteur Foix	120 168,97	294 287,99	386 691,75	0,00	0,00	801 148,71
...Secteur Varilhes	330 091,01	271 498,43	247 585,39	506 168,35	0,00	1 355 343,18
3.Environnement et cadre de vie	469 432,98	577 423,42	649 517,14	506 168,35	0,00	2 202 541,89
SOUS-TOTAL PROJET DE TERRITOIRE	500 126,48	850 959,86	3 971 716,18	1 366 090,44	163 013,77	6 851 906,73

	2017	2018	2019	2020	RAR	TOTAL
Aires d'accueil des gens du voyage	0,00	852,95	0,00	0,00	0,00	852,95
OPAH-PIG	145 976,76	117 491,70	94 876,20	48 679,36	70 838,38	477 862,40
Logements sociaux communaux	9 000,00	20 750,00	7 500,00	7 439,56	16 250,00	60 939,56
Logements Serres sur Arget	71 362,56	0,00	0,00	0,00	0,00	71 362,56
Pôle HABITAT	226 339,32	139 094,65	102 376,20	56 118,92	87 088,38	611 017,47
FISAC	52 694,90	151 811,24	79 099,08	35 588,20	21 535,00	340 728,42
Divers travaux ZAE (BP)	64 626,58	0,00	48 664,40	39 445,30	19 850,28	172 586,56
Pôle ECONOMIE	117 321,48	151 811,24	127 763,48	75 033,50	41 385,28	513 314,98
Dont transfert de propriété ex-CC	158 335,88	0,00	0,00	0,00	0,00	158 335,88
Informatique	81 226,22	77 320,98	80 990,00	50 455,75	5 348,61	295 341,56
Covid-19	0,00	0,00	0,00	26 984,29	0,00	26 984,29
Divers (mobiliers, travaux...)	83 739,87	15 063,60	5 124,16	3 038,38	157,80	107 123,81
Pôle ADMINISTRATION	323 301,97	92 384,58	86 114,16	80 478,42	5 506,41	587 785,54
Médiathèques	860,26	62 916,73	85 126,46	78 738,39	910,92	228 552,76
Ludothèques				3 085,45	1 408,93	4 494,38
Ecole de musique	2 391,45	5 470,15	11 815,96	4 288,09	3 716,91	27 682,56
Centre aquatique	85 595,83	10 070,96	25 209,29	14 434,74	0,00	135 310,82
Divers	9 027,01	5 049,98	5 679,10	11 845,05	0,00	20 872,06
Pôle SPORT, CULTURE ET SOLIDARITES	97 874,55	78 457,84	122 151,71	112 391,72	6 036,76	416 912,58
Petite enfance et ludothèques (2019)	81 400,10	8 912,91	75 696,91	27 492,66	5 497,63	199 000,21
Sécurisation accès	0,00	0,00	0,00	0,00	64 500,00	64 500,00
Pôle ENFANCE - PETITE ENFANCE	81 400,10	8 912,91	75 696,91	27 492,66	69 997,63	263 500,21
Parking silo à Foix	0,00	1 597,12	17 014,74	0,00	0,00	18 611,86
Acquisition de véhicules	22 527,16	0,00	54 570,99	8 454,00	13 500,00	99 052,15
Gemapi	29 950,65	0,00	0,00	0,00	0,00	29 950,65
Programme d'accessibilité	0,00	333,07	10 467,00	478,80	11 475,00	22 753,87
Travaux de voirie	747 077,18	800 761,90	695 584,81	1 310 437,70	0,00	3 553 861,59
Sécurisation parking siège				19 598,40	0,00	19 598,40
Entretien des bâtiments	11 110,85	0,00	84 710,07	112 356,69	61 977,99	270 155,60
Pôle TECHNIQUE	810 665,84	802 692,09	862 347,61	1 451 325,59	86 952,99	4 013 984,12
Signalisation	7 047,34	87 023,22	34 384,63	3 066,60	0,00	131 521,79
Musée du fer	0,00	0,00	10 080,00	226 424,52	36 245,17	272 749,69
Relais des Forges	1 983,00	12 548,06	0,00	4 583,33	0,00	19 114,39
Divers	0,00	0,00	35 844,52	8 338,48	0,00	44 183,00
Pôle TOURISME	9 030,34	99 571,28	80 309,15	242 412,93	36 245,17	467 568,87
SOUS-TOTAL POLITIQUE SECTORIELLE	1 665 933,60	1 372 924,59	1 456 759,22	2 045 253,74	333 212,62	6 874 083,77
TOTAL	3 500 930,09	2 554 076,10	5 430 435,24	3 411 344,18	496 226,39	15 393 012,00

2.4.2. Budget annexe – Résidence autonomie

	Budget consolidé 2020	Liquidé 2020	Restes à réaliser 2020
Chapitre 16 - Emprunts et dettes	5 000,00	6 076,80	0,00
Chapitre 20 - immobilisations incorporelles	35 500,00	10 284,00	13 668,00
Chapitre 21 - immobilisations corporelles	359 324,90	63 343,37	29 293,47
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	399 824,90	79 704,17	42 961,47

Chapitre 10 - Dotations et fonds divers	14 400,00	7 273,61	0,00
Chapitre 13 - Subventions d'investissement	319 174,00	2 000,00	297 012,00
Chapitre 16 - Emprunts et dettes	5 000,00	5 216,10	0,00
Chapitre 28 - amortissements	11 700,00	10 547,20	0,00
Chapitre 001 - Solde reporté	49 550,90	49 550,90	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	399 824,90	74 587,81	297 012,00

RESULTAT D'INVESTISSEMENT	0,00	-5 116,36	254 050,53
----------------------------------	-------------	------------------	-------------------

DETAIL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT DU BA RESIDENCE AUTONOMIE 2017-2020

	2017	2018	2019	2020	RAR	TOTAL
Ext. résidence autonomie - Varilhes	172 737,00	520 410,60	0	0	0	693 147,60
SOUS-TOTAL FIN D'OPERATIONS PRE-PROJET DE TERRITOIRE	172 737,00	520 410,60	0,00	0,00	0,00	693 147,60

	2017	2018	2019	2020	RAR	TOTAL
Résidence autonomie de Foix	0,00	0,00	0,00	10 284,00	14 668,00	24 952,00
2.Solidarité et services publics	0,00	0,00	0,00	10 284,00	14 668,00	24 952,00
SOUS-TOTAL PROJET DE TERRITOIRE	0,00	0,00	0,00	10 284,00	14 668,00	24 952,00

	2017	2018	2019	2020	RAR	TOTAL
Réaménagement salle à manger	0,00	0,00	0,00	38 341,39	0,00	38 341,39
Rénovation des salles de bain	0,00	0,00	0,00	17 774,90	17 366,27	35 141,17
Système d'appel malades	0,00	0,00	0,00	0,00	10 927,20	10 927,20
Matériel informatique - Covid-19	0,00	0,00	0,00	1 272,20	0,00	1 272,20
BA résidence autonomie	10 542,64	18 036,86	8 555,57	5 954,88	0,00	43 089,95
SOUS-TOTAL POLITIQUE SECTORIELLE	10 542,64	18 036,86	8 555,57	63 343,37	28 293,47	128 771,91

TOTAL	183 279,64	538 447,46	8 555,57	73 627,37	42 961,47	846 871,51
--------------	-------------------	-------------------	-----------------	------------------	------------------	-------------------

2.4.3. Budget annexe – Zones d'activités économiques

La vocation du budget de la zone d'activités économiques est l'aménagement de parcelles en vue de leur commercialisation. Il n'y a donc pas d'accroissement du patrimoine mais uniquement une constitution d'un stock de lots à commercialiser.

Les travaux et études ne sont donc pas, comme dans un budget M14 classique, imputés en section d'investissement mais en section de fonctionnement.

Toutefois, pour faciliter la compréhension, le projet de territoire a traduit ces dépenses et recettes comme des dépenses d'équipement.

DETAIL DES DEPENSES D'AMENAGEMENT DU BA ZAE 2017-2020

	2017	2018	2019	2020	RAR	TOTAL
SOUS-TOTAL FIN D'OPERATIONS PRE-PROJET DE TERRITOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	2017	2018	2019	2020	RAR	TOTAL
ZAE Escoubetou 2 (BA ZAE)	0,00	15 935,78	1 043 843,39	383 112,53	37 875,38	1 480 767,08
ZAE Pélissou (BA ZAE)	29 133,50	91 879,80	112 180,20	11 575,97	0,00	244 769,47
ZAE Joulieu (BA ZAE)	1 560,00	18 470,20	318 853,26	10 861,00	425 257,55	775 002,01
1.Dév. Économique et touristique	30 693,50	142 905,78	1 475 967,46	405 549,50	463 132,93	2 518 249,17
SOUS-TOTAL PROJET DE TERRITOIRE	30 693,50	142 905,78	1 475 967,46	405 549,50	463 132,93	2 518 249,17
	2017	2018	2019	2020	RAR	TOTAL
Divers ZAE (BA ZAE)	1 560,00	114,00	197,24	0,00	0,00	1 871,24
Pôle ECONOMIE	1 560,00	114,00	197,24	0,00	0,00	1 871,24
SOUS-TOTAL POLITIQUE SECTORIELLE	1 560,00	114,00	197,24	0,00	0,00	1 871,24
TOTAL	32 253,50	143 019,78	1 476 164,70	405 549,50	463 132,93	2 520 120,41

DETAIL DES RECETTES D'AMENAGEMENT DU BA ZAE 2017-2020

	2017	2018	2019	2020	RAR	TOTAL
Cessions de parcelles	419 333,00	74 712,00	57 228,00	37 920,00	451 458,31	1 040 651,31
subventions	20 869,00	7 163,56	168 904,63	168 314,00	284 853,00	650 104,19
emprunt	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
RECETTES	440 202,00	81 875,56	1 226 132,63	206 234,00	736 311,31	2 690 755,50
Stock comptable au 31/12	925 270,75	994 688,65	2 428 997,58	2 818 377,70		

2.4.4. Budget annexe – Mobilité

Le budget annexe mobilité ne comportait pas en 2020 de section d'investissement

2.4.5. Budget annexe – Ateliers relais

Le budget annexe ateliers relais ne comporte en section d'investissement que le seul remboursement du capital de la dette et le remboursement correspondant de la part de l'entreprise Marion technologie dans le cadre du crédit-bail.

3. Prévisions 2021

3.1. Budget principal

3.1.1. Section de fonctionnement

3.1.1.1. Dépenses

La communauté d'agglomération souhaite, tout en maintenant les moyens mis à disposition des services opérationnels et le niveau des services rendus à ses usagers, poursuivre en 2021 sa politique de maîtrise de ses dépenses d'exploitation.

Dépenses à caractère général

Depuis 2017, les charges à caractère général du budget principal connaissent une diminution annuelle moyenne de plus de 12% :

	2017	2018	2019	2020
Chap. 011 - Charges à caractère général	3 422 131	2 976 294	2 635 764	2 313 198
	Moyenne annuelle	2018/2017	2019/2018	2020/2019
Evolution	-12,24%	-13,0%	-11,4%	-12,2%

Toutefois, ici encore, il convient de tenir compte de l'impact de la covid-19, qui est à l'origine d'une diminution des charges d'environ 270 000 € (voir supra chapitre 3.3.4. budget principal) :

	2017	2018	2019	2020
Chap. 011 - Charges à caractère général retraitées	3 422 131	2 976 294	2 635 764	2 583 198
	Moyenne annuelle	2018/2017	2019/2018	2020/2019
Evolution	-8,95%	-13,0%	-11,4%	-2,0%

Il apparaît qu'après une baisse forte et rapide des dépenses de fonctionnement au cours des exercices 2018 et 2019, la diminution des charges à caractère général commence à s'essouffler. Ainsi, un objectif de croissance compris entre 0 et 1% pour l'exercice 2021 apparaît réaliste.

Dépenses de personnel

Pour les charges de personnel, la principale évolution est en écho aux prévisions de créations de postes prévues dans le cadre de l'actualisation du projet de territoire (créations en cours d'année) : chef de projet mobilités, chargé de renouvellement urbain, Maison France Services, chargé de patrimoine, chargé de commande publique, conseiller en énergie partagée, élargissement des horaires d'ouverture au réseau lecture, chargé de communication. Le coût de ces créations, pour 2021 (ouvertures des postes échelonnées dans l'année) est estimé à 162.000 €. A noter que plusieurs de ces projets bénéficieront de subventions.

Les autres évolutions sont en lien avec la dernière phase de reclassement pour les catégories A au 1^{er} janvier, l'augmentation annuelle du coût des cotisations sociales, la mise en œuvre encadrée d'un à deux reclassements. Le dernier point de changement porte sur la mise en place de l'indemnité de fin de contrat (nommée « indemnité de précarité » dans le secteur privé), dont l'impact est estimé à 35.000 € pour 2021.

Il convient de noter que pour la 4^{ème} année consécutive la valeur du point d'indice servant de base au calcul de traitement des agents sera à nouveau gelée en 2021.

Chapitre 012 charges de personnel et frais assimilés

	2017	2018	2019	2020	2021
Chap. 012 charges de personnel	6 271 259	7 064 082	7 206 601	7 332 266	7 674 639

2018 : intégration du personnel de l'association Delta enfants jeunes et transfert du personnel au Smectom

Evolution	Moyenne annuelle	2018/2017	2019/2018	2020/2019	2021/2020
	5,35%	12,6%	2,0%	1,7%	4,7%

Atténuation de recettes

En dépit du transfert au 1^{er} janvier 2020 des compétences « eau », « assainissement des eaux usées » et « gestion des eaux pluviales urbaines », l'enveloppe des attributions de compensation devrait être maintenue à son niveau 2019. En effet, les services de l'eau et de l'assainissement des eaux usées sont des services publics industriels et commerciaux qui doivent d'équilibrer. Il n'y a donc pas de transfert d'une charge nette. Il est par ailleurs à noter par ailleurs que pour 41 des 42 communes de l'agglomération, les compétences « eau » et « assainissement des eaux usées » ont été transférées à des syndicats mixtes (SMDEA et Terrefort).

L'évolution des modalités de calcul du CIF et de la possible diminution de ce coefficient, qui est notamment utilisé pour répartir le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) entre l'agglomération et les communes, pourrait induire un transfert de charge en direction des communes.

	2017	2018	2019	2020
Reversement FPIC	13 427	22 011	45 610	63 191

	Moyenne annuelle	2018/2017	2019/2018	2020/2019
Evolution	67,58%	63,9%	107,2%	38,5%

Ainsi, la progression de la part communale pourrait se limiter à 10 000 € en 2021.

Participations aux autres organismes

Les participations aux organismes de regroupement constituent le 1^{er} poste de dépenses de l'agglomération et représentent près de 40% de ses dépenses réelles de fonctionnement.

	2017	2018	2019	2020	2021
Chap 65 - Charges de gestion courante	5 157 777	8 307 470	9 170 891	9 550 646	10 046 076
... dont SDIS	1 277 278	1 302 804	1 325 959	1 352 478	1 379 528
... dont SPECTOM	1 288 665	4 152 805	4 409 625	4 715 130	4 994 888
... dont communes (contingent aide sociale)	503 374	501 179	501 165	501 165	501 165
... dont office de tourisme (association puis EPIC)	286 000	286 000	789 037	708 000	708 000
... dont région Occitanie (transport scolaire)	0	706 601	828 000	900 000	910 000
... dont SMAGVA (accueil des gens du voyage)	38 208	38 131	91 801	118 205	95 000
... dont GEMAPI (divers syndicats)	51 865	116 830	154 929	134 896	218 000
... dont SCOT	66 348	74 435	74 228	91 813	96 000
... dont PETR	47 713	47 713	47 984	48 071	48 000
... dont PAAJIP, mission locale et fonjep	278 896	304 146	286 321	330 321	320 000
... dont Delta enfance jeunesse	754 000	0	0	0	0
... dont Bleu printemps	27 000	28 000	28 000	28 000	28 000
... dont AAA, BGE, initiative Ariège, ...	7 300	95 000	80 000	80 000	80 000
... dont AUAT	4 147	142 388	51 995	16 495	86 495
... dont subvention au budget mobilité	230 627	282 253	257 500	268 000	270 000
... dont FUH (CAF)	32 000	33 000	33 000	33 000	33 000
... dont indemnités des élus	98 973	105 048	105 539	146 650	148 000
... dont autres (yc subventions aux associations)	165 383	91 137	105 808	78 422	130 000

Ce chapitre devrait enregistrer une progression d'environ 500 000 € en 2021, avec notamment :

- La poursuite de l'évolutions de la participation au SMECTOM : + 279 000 € ;
- Le paiement des restes à réaliser du SYMAR : + 50 000 € ;
- Les missions confiées à l'AUAT pour l'accompagnement pour le PLUi et la mobilité : + 70 000 € ;
- Les évolutions des participations au SDIS (+ 28 000 €), à la région Occitanie (+ 10 000 €) et au SCoT (+ 15 000 €) ;
- L'augmentation de l'enveloppe des subventions à destination des associations : + 60 000 €.

3.1.1.2. Recettes

Produits des services

Le maintien des mesures sanitaires liées à la crise sanitaire de la covid-19 ne devrait pas permettre de retrouver le niveau de recettes de 2019.

Impôts et taxes

- La taxe d'habitation

La taxe d'habitation disparaît pour les collectivités locales dès le 1^{er} janvier 2021.

Celle-ci sera remplacée par une compensation calculée sur la base des bases nettes de taxe d'habitation pour 2020 auquel sera appliqué le taux voté en 2017, produit auquel sera ajouté la compensation pour exonération de taxe d'habitation 2020 et la moyenne des rôles supplémentaires perçus au cours des 3 dernières années.

En outre, le système d'actualisation décidé en Loi de finances pour 2021 conduit à geler pour 2021 la progression de cette taxe (aucune actualisation appliquée).

Ainsi, le produit attendu au titre de cette compensation est estimé à :

	Base nette 2020	Taux 2017	Produit pour compensation 2021
Taxe d'habitation	43 143 000	8,52%	3 675 784
Compensation exonération 2020			252 347
Compensation suppression TH 2021			3 928 131

Pour mémoire :

	2017	2018	2019	2020
Base Nette TH	39 842 000	40 462 000	42 039 000	43 143 000
Compensation TH	209 635	223 087	242 030	252 347

	Moyenne annuelle	2018/2017	2019/2018	2020/2019
Base nette TH	2,69%	1,56%	3,90%	2,63%
Compensation TH	6,38%	6,42%	8,49%	4,26%

Dans ces conditions, sans la suppression de la taxe d'habitation, la communauté d'agglomération aurait pu estimer son produit prévisionnel large de taxe d'habitation à :

	Produit TH 2020	Evolution moyenne annuelle 2017/2020	Produit théorique 2021 attendu (hors réforme)
Produit TH	3 675 785	2,69%	3 774 618
Compensation TH	252 347	6,38%	268 437
TOTAL			4 043 055

La communauté d'agglomération peut donc estimer sa perte de recette au titre de la taxe d'habitation pour 2021 à environ 115 000 €.

- Taxe foncière sur les propriétés bâties

La réforme de la fiscalité économique va réduire par deux la base d'imposition des établissements industriels. Cette réduction des bases sera toutefois compensée à hauteur des taux votés en 2020.

Ainsi, pour l'agglomération dont le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties était nul en 2020, il s'agira d'une « perte sèche ».

Il est possible, à partir des états fiscaux 1386 FB de 2020, de simuler la base nette de foncier bâti pour 2021 :

	Base nette 2020	Actualisation 2021 (0,2%)	Base semi-nette 2021	Exonération 2021	Base nette 2021
Locaux d'habitation	27 674 040	55 348	27 729 388	0	27 729 388
Locaux d'habitation à caractère social	631 184	1 262	632 446	0	632 446
Locaux d'habitation soumis Loi 48	1 794	4	1 798	0	1 798
Autres locaux passibles de taxe d'habitation	49 744	99	49 843	0	49 843
Locaux à usage professionnel et commercial	5 032 230	10 064	5 042 294	0	5 042 294
Etablissements industriels et assimilés	4 391 001	8 782	4 399 783	2 199 892	2 199 892
TOTAL	37 779 993	75 559	37 855 552	2 199 892	35 655 661

Ainsi, l'application d'un taux de 3% permettrait de dégager un produit de 1 069 670 €.

L'impact de cette mesure sur les contribuables peut être estimée comme il suit :

	base nette 2021	Nbre de locaux (2020)	Base nette moyenne par local	Produit moyen par local
Locaux d'habitation	27 729 388	21 706	1 277	38
Locaux d'habitation à caractère social	632 446	660	958	29
Locaux d'habitation soumis Loi 48	1 798	2	899	27
Autres locaux passibles de taxe d'habitation	49 843	10	4 984	150
Locaux à usage professionnel et commercial	5 042 294	1 468	3 435	103
Etablissements industriels et assimilés	2 199 892	223	9 865	296
TOTAL	35 655 661	24 069	1 481	44

- Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Voir supra chapitre 2.2.1.1 – Fiscalité

Une recette supplémentaire de 270 000 € est attendue au titre de l'harmonisation des taux et du complément de taux TGAP, intégralement reversée au Smeptom.

- Cotisation foncière des entreprises

A l'instar des bases de la taxe foncière sur les propriétés bâties, la réforme de la fiscalité économique va réduire par deux la base d'imposition des établissements industriels.

Cette diminution de la base de CFE sera également compensée à hauteur du taux de CFE 2020.

Sans augmentation du taux, cette réforme devrait donc être sans conséquence sur les recettes attendues au titre de 2021.

Ainsi, le taux de CFE sera maintenu en 2021 à son niveau de 2017.

En outre, la crise sanitaire de la covid-19 rend la prévision en matière de base de CFE relativement difficile. Aussi, il est prudent de ne pas prévoir une progression des bases au titre de la CFE pour 2021.

- FPIC

La communauté d'agglomération est désormais sortie des critères d'éligibilité au FPIC et du dispositif de garantie dont elle bénéficiait depuis 2018. Il n'y aura donc aucune recette attendue au titre de cette dotation en 2021.

D'où une perte de recette de 102 000 €.

- Dotations

La dotation globale de fonctionnement (dotation d'intercommunalité et dotation de compensation) devrait se maintenir à un niveau proche de celui de 2020 (- 15 000 €).

Les jours de fermeture des établissements d'accueil du jeune enfant en raison du confinement intervenu au cours du 1^{er} semestre 2020 ayant été compensés, la participation de la CAF est restée stable en 2020 et devrait se maintenir à ce niveau en 2021.

La compensation de la région Occitanie pour les transports scolaires a été révisée en 2019 pour tenir compte du transfert de lignes qui n'avaient pas été prises en compte initialement. Toutefois, tout comme les attributions de compensation versées aux communes, cette compensation n'a pas vocation à être actualisée.

3.1.2. Section d'investissement

3.1.2.1. Budget principal

Plusieurs opérations initiées en 2019 ou en début d'année 2020 vont être poursuivies, notamment :

- **Le pôle jeunesse collaboratif** : une autorisation de programme de 2 178 428 € a été votée en 2019 (délibération n° 2019/038 du 10 avril 2019) et 500 000 € ont été inscrits en crédits de paiement pour 2019.

Au regard de l'avant-projet définitif (APD) arrêté par délibération n° 2019/106 du 25 septembre 2019, du résultat de l'appel public à la concurrence pour la démolition du bâtiment existant et la construction du nouveau pôle jeunesse collaboratif mais également de la nécessité de prévoir la réalisation d'un œuvre au titre de 1% culturel, l'acquisition de matériel et de mobilier, il conviendra de modifier cette AP/CP comme il suit :

	AP	CP	Mandaté	RAR
2019	2 178 428,76	500 000,00	184 848,16	
2020	2 445 411,22	600 000,00	459 157,36	99 578 ,26
2021	2 445 411,22	1 701 827,44		

Cet équipement sera financé comme il suit :

	2019	2020	2021	TOTAL
Subventions	150 163,00	0,00	1 233 751,00	1 383 914,00
... DETR (notifié)	75 163,00	0,00	175 381,00	250 544,00
... DSIL (notifié)	75 000,00	0,00	175 000,00	250 000,00
... CD 09 (notifié)		0,00	150 000,00	150 000,00
... Région - No watt (notifié)	0,00	0,00	259 726,00	259 726,00
... Feder (notifié)	0,00	0,00	473 644,00	473 644,00
FCTVA	0,00	30 322,00	370 822,76	401 144,76
Emprunt	0	600 000,00	0,00	600 000,00
Autofinancement	0,00	0,00	60 352,46	60 352,46
TOTAL TTC	150 163,00	630 322,00	1 664 926,22	2 445 411,22

- **Le musée du fer aux Forges de Pyrène** : les marchés ont été attribués au mois de février 2020 pour permettre une livraison au 1^{er} juillet 2020. Il s'agit donc de solder cette opération. Montant des inscriptions budgétaires :

2019 (mandaté)	2020 (mandaté)	2021 (RAR)	Total
10 080,00	226 424,52	36 245,17	272 749,69

Cet équipement sera financé comme il suit :

	2019	2020	2021	TOTAL
Subventions	0,00	0,00	209 286,26	209 286,26
... POCTEFA (notifié)	0,00	0,00	209 286,26	209 286,26
FCTVA	0,00	0,00	44 741,86	44 741,86
Autofinancement	0,00	0,00	18 721,57	18 721,57
TOTAL TTC	0,00	0,00	272 749,69	272 749,69

- **La salle omnisports de Vernajoul** : la nécessité d'assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite a conduit à lancer un marché de travaux complémentaire pour la mise en place d'un ascenseur. Ainsi les travaux, débutés en 2019 et se sont achevés en fin d'année 2020. Il s'agit ici aussi de solder cette opération.

	2019 (mandaté)	2020 (mandaté)	2021 (RAR)	TOTAL
TOTAL TTC	15 990,42	394 560,13	41 104,71	451 655,26

Cet équipement sera financé comme il suit :

	2019	2020	2021	TOTAL
Subventions	45 000,00	133 552,00	69 541,00	248 093,00
... DETR 2019 (notifiée)	45 000,00	85 459,00	19 541,00	150 000,00
... Département (notifié)	0,00	48 093,00	0,00	48 093,00
... Région (notifiée)	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
FCTVA	0,00	2 623,00	71 466,00	74 089,00
Autofinancement	0,00	0,00	129 473,26	129 473,26
TOTAL TTC	45 000,00	136 175,00	270 480,26	451 655,26

- **L'aménagement du giratoire de la zone de Peysales** : la communauté d'agglomération a missionné le cabinet OTCE Infra pour assurer la maîtrise d'œuvre de ce projet dont le coût des travaux a été estimé à :

	2019	2020	2021	2022	TOTAL
TOTAL TTC	1 090,61	5 203,80	372 000	371 705,59	750 000,00

	2019	2020	2021		TOTAL
Subventions	0,00	0,00	90 000,00	210 000,00	300 000,00
... DETR 2019	0,00	0,00	90 000,00	210 000,00	300 000,00
PUP			150 000,00	150 000,00	300 000,00
FCTVA	0,00	0,00	62 055,00	60 974,00	123 029,00
Autofinancement	0,00	0,00		26 971,00	26 971,00
TOTAL TTC	0,00	0,00	302 055,00	447 945,00	750 000,00

- **Les fonds de concours voirie** :

Le programme 2020/2021 de travaux de voirie sous mandat, initié en 2020, a été estimé à :

	2020	RAR	2021	TOTAL
TOTAL TTC	0,00	0,00	1 445 000,00	1 445 000,00
Travaux sous mandat	0,00	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00
Ville de Foix	0,00	0,00	45 000,00	45 000,00

Ce programme est financé comme il suit :

	2020	RAR	2021	TOTAL
Subventions	105 000,00	245 000,00	0,00	350 000,00
... DETR 2019 (notifiée)	105 000,00	245 000,00	0,00	350 000,00
... fonds de concours CAPFV			525 000,00	525 000,00
Participation des communes			525 000,00	525 000,00
FCTVA (sur fonds de concours agglo)	0,00	0,00	86 121,00	86 121,00
Autofinancement	0,00	0,00	-86 121,00	-86 121,00
TOTAL TTC	0,00	0,00	1 050 000	1 400 000,00

- **Programme accessibilité** : la réalisation du programme d'accessibilité programmé (ADAP) a été réalisé en 2019 par le cabinet ACCESMETRIE et doit être réalisé sur les exercices 2021 et 2022.

	2019	2020	2021	2022	TOTAL
TOTAL TTC	10 467,00	399,00	160 000,00	160 000,00	330 866,00

	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Subventions	0,00	0,00	75 605,00	137 394,00	212 999,00
... DETR 2019	0,00	0,00	30 000,00	70 000,00	100 000,00
... Région (Tr 1)	0,00	0,00	45 605,00	0,00	45 605,00
... Région (Tr 2)	0,00	0,00	0,00	30 720,00	30 720,00
... Département	0,00	0,00	0,00	36 674,00	36 674,00
FCTVA	0,00	0,00	28 029,00	26 246,00	54 275,00
Autofinancement	0,00	0,00	0,00	63 592,00	63 592,00
TOTAL TTC	0,00	0,00	103 634,00	227 232,00	330 866,00

- **Programme de réhabilitation de la médiathèque de Foix** : la réhabilitation de la médiathèque de Foix devrait être engagée en 2021 et se poursuivre sur 2022.

	2021	2022	TOTAL
TOTAL TTC	15 000,00	485 000,00	500 000,00

	2021	2022	TOTAL
Subventions	0,00	250 000,00	250 000,00
... divers	0,00	250 000,00	250 000,00
FCTVA	2 460,00	79 559,00	82 019,00
Autofinancement		167 981,00	167 981,00
TOTAL TTC	16 404,00	483 596,00	500 000,00

- **Programme de rénovation énergétique des bâtiments** : un vaste programme de rénovation énergétique des bâtiments va être mené sur la période 2021-2024. Avec notamment le restaurant des Forges (2021), la médiathèque de Foix (2022) et l'espace Guy Destrem (2023-2024).

	2021	2022	2023	2024	TOTAL
TOTAL TTC	100 000,00	300 000,00	100 000,00	100 000,00	600 000,00

	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Subventions	66 667,00	150 000,00	0,00	100 000,00	316 667,00
... divers	66 667,00	150 000,00	0,00	100 000,00	316 667,00
FCTVA	16 404,00	24 606,00	16 404,00	16 404,00	73 818,00
Autofinancement	0,00	0,00	0,00	209 515,00	209 515,00
TOTAL TTC	83 071,00	174 606,00	16 404,00	325 919,00	600 000,00

- **Schéma directeur des eaux pluviales urbaines** : l'agglomération va, au cours de l'exercice 2021, lancer une consultation en vue de la réalisation d'un schéma intercommunal de gestion des eaux pluviales urbaine (compétence transférée le 1^{er} janvier 2020).

L'intégration de ce document au PLUi, le cas échéant, permettrait de percevoir le FCTVA.

	2021	2022	TOTAL
TOTAL TTC	100 000,00	400 000,00	500 000,00

	2021	2022	TOTAL
Subventions	0,00	250 000,00	250 000,00
... Agence de l'eau	0,00	250 000,00	250 000,00
FCTVA	16 404,00	65 616,00	82 020,00
Autofinancement	0,00	167 980,00	167 980,00
TOTAL TTC	16 404,00	483 596,00	500 000,00

- **Les fonds de concours voirie** :

Le programme 2019/2020 de travaux de voirie sous mandat, initié en 2019, a été estimé à :

	2019	RAR	2020	TOTAL
TOTAL TTC	38 902,07	189 259,60	1 116 024,51	1 344 186,18

Ce programme est financé comme il suit :

	2019	RAR	2020	TOTAL
Subventions	105 000,00	245 000,00	497 093,03	847 093,09
... DETR 2019 (notifiée)	105 000,00	245 000,00	0,00	350 000,00
... fonds de concours CAPFV			497 093,09	497 093,09
Participation des communes			497 093,09	497 093,09
FCTVA (sur fonds de concours agglo)	0,00	0,00	81 543,15	81 543,15
Autofinancement	0,00	0,00	12 713,74	12 713,74
TOTAL TTC	0,00	0,00	265 000,00	265 000,00

- **Création d'un pôle d'échange multimodal (PEM) à Varilhes** : un programme de construction d'un pôle d'échange multimodal autour de la gare ferroviaire de Varilhes va être initié en 2021 et devrait s'étaler sur 4 années :

	2021	2022	2023	2024	TOTAL
TOTAL TTC	25 000,00	25 000,00	200 000,00	800 000,00	1 050 000,00

	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Subventions	0,00	0,00	180 000,00	432 500,00	612 500,00
... Divers	0,00	0,00	180 000,00	432 500,00	612 500,00
FCTVA	4 101,00	4 101,00	32 808,00	131 232,00	172 242,00
Autofinancement	0,00	0,00	0,00	265 258,00	265 258,00
TOTAL TTC	4 101,00	4 101,00	212 808,00	828 990,00	1 050 000,00

Au titre de l'exercice 2021, il est également prévu :

- La réfection intérieure du restaurant des Forges de Pyrène pour un montant de 65 000 € financé par le « pas de porte » payé par le preneur à bail (50 000 €) et le FCTVA (10 663 €) ;
- Des opérations ayant un caractère récurrent :
 - o Entretien des zones d'activités 50 000 € par an ;
 - o Aides à l'immobilier d'entreprises : 100 000 € par an ;
 - o Sentiers de randonnées (dont fil de l'eau) : 50 000 € par an ;
 - o Requalification des multi accueils : 50 000 € par an (de 2021 à 2023) puis 250 000 € par an (2024 à 2026) ;
 - o Fonds documentaire des médiathèques : 80 000 € par an ;
 - o Aides à l'habitat (3 opérations : aides à la pierre, aides aux logements sociaux communaux, aides à l'habitat privé) pour un montant de 280 000 € par an ;
 - o Acquisition de matériel informatique et de logiciels : 60 000 € par an ;
 - o Entretien du patrimoine : 250 000 € par an ;
 - o Plan vélo et circulations douces : 100 000 € en 2021 puis 180 000 € par an ;
 - o Divers : 50 000 € par an.

3.2. Budget annexe résidence autonomie

Deux programmes principaux vont être conduits en 2021 : la réalisation des salles de bain des logements (2020-2023) et la construction d'une nouvelle résidence autonomie à Foix.

- **Rénovation des salles de bain de la résidence autonomie de Varilhes :**

	2020	RAR	2021	2022	2023	TOTAL
TOTAL TTC	17 774,90	17 366,27	130 000,00	148 000,00	148 000,00	461 141,17

	2020	RAR	2021	2022	2023	TOTAL
Subventions	0,00	282 622,00	7 500,00	0,00	0,00	290 122,00
... DETR 2020	0,00	282 622,00	0,00	0,00	0,00	282 622,00
... CARSAT	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	7 500,00
FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autofinancement	0,00	0,00	0,00	0,00	171 019,17	171 019,17
TOTAL TTC	0,00	282 622,00	7 500,00	0,00	171 019,17	461 141,17

- **Construction d'une résidence autonomie à Foix :**

Le projet a été initié en 2020 avec le lancement d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui s'achèvera au cours du premier semestre 2021, avec le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre et en toute fin d'année le lancement du marché de construction.

Au cours de l'année 2020, la communauté d'agglomération a également missionné l'établissement public foncier d'Occitanie pour procéder à des acquisitions foncières complémentaires qui devraient également aboutir au 1^{er} semestres 2021.

Cette opération, inscrite au projet de territoire, sera imputée sur le budget annexe « Résidence autonomie » :

	2020	RAR	2021	2022	2023	TOTAL
TOTAL TTC	10 284,00	14 668,00	250 000,00	1 800 000,00	3 950 000,00	6 024 952,00

	2020	RAR	2021	2022	2023	TOTAL
Subventions	0,00	0,00	0,00	673 460,00	787 500,00	1 460 960,00
... Divers	0,00	0,00	0,00	337 500,00	787 500,00	1 125 000,00
... Budget Principal	0,00	0,00	0,00	335 960,00	0,00	335 960,00
FCTVA	0,00	0,00	20 505,00	49 212,00	94 323,00	164 040,00
Emprunt	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	2 399 952,00	0,00
Autofinancement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TTC	0,00	0,00	20 505,00	2 722 672,00	3 281 775,00	6 024 952,00

3.3. Budget annexe zones d'activités économiques

Les projets en cours concernent les aménagements des zones d'activités d'Escoubétou 2 (solde), de Pélissou et de Joulieu 2.

- **Escoubétou 2** : les travaux se sont achevés en 2020, seuls quelques menus aménagements restent en cours.

	2018	2019	2020	RAR	2021	TOTAL
TOTAL TTC	15 935,78	1 042 843,39	384 112,53	35 048,48	0,00	1 477 939,70

	2018	2019	2020	RAR	2021	TOTAL
Subventions	0,00	165 000,00	168 314,00	477 047,00	0,00	810 361,00
... DETR	0,00	165 000,00	168 314,00	0,00	0,00	333 314,00
... Région	0,00	0,00	0,00	477 047,00	0,00	477 047,00
Emprunt	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
Cessions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 149 820,00	1 149 820,00
TOTAL TTC	0,00	1 165 000,00	168 314,00	477 047,00	1 149 820,00	2 960 181,00

- **Joulieu 2** : les travaux relatifs aux aménagements nécessaires à l'installation d'ENEDIS sont en cours d'achèvement, il convient désormais d'allotir les parcelles situées autour de la ferme.

	2019	2020	RAR	2021	2022	TOTAL
TOTAL TTC	334 729,96	11 836,57	200 184,87	228 407,55	400 000,00	1 175 158,95

	2019	2020	RAR	2021	2022	TOTAL
Subventions	0,00	0,00	284 853,00	0,00	0,00	284 853,00
... DETR	0,00	0,00	284 853,00	0,00	0,00	284 853,00
Emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cessions	0,00	0,00	16 140,00	451 458,31	80 000,00	547 598,31
TOTAL TTC	0,00	0,00	300 993,00	451 458,31	80 000,00	832 451,31

- **Pélistou** : les travaux d'aménagement de la zone de Pélistou nécessitent que soit réalisée une étude d'impact, qui pourrait être lancée dès 2021

	2021	2022	2023	2024	2025 et +	TOTAL
TOTAL TTC	100 000,00	100 000,00	1 300 000,00	1 300 000,00	0,00	2 800 000,00

	2021	2022	2023	2024	2025 et +	TOTAL
Subventions	0,00	0,00	252 000,00	588 000,00	0,00	840 000,00
... DETR	0,00	0,00	252 000,00	588 000,00	0,00	840 000,00
Emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cessions	192 056,00	0,00	0,00	0,00	1 767 944,00	1 960 000,00
TOTAL TTC	192 056,00	0,00	252 000,00	588 000,00	1 797 977,00	2 800 000,00

3.4. Budgets annexes mobilité et ateliers relais

Ces deux budgets seront, en 2021, des budgets de reconduction.

4. Plan pluriannuel des investissements

Plan pluri-annuel d'investissement

AXES	Dépenses	Recettes				Auto-financement agglo
		Subventions	Autres recettes	FCTVA	Total	
AXE 1 - ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	11 632 000	3 902 019	4 591 458	651 403	9 144 880	2 487 120
1.1 Economie productive - ZAE : aménagement Pélissou (budget annexe)	2 800 000	840 000	1 960 000	0	2 800 000	0
1.2 Economie productive - ZAE : aménagement Joulieu 2 (budget annexe)	605 000	284 853	531 458	0	816 311	-211 311
1.1 Economie productive - ZAE divers : aménagement et requalification	300 000	0	0	49 212	49 212	250 788
1.1 Economie productive - ZAE Bigorre : aménagement et requalification	210 000	105 000	0	34 448	139 448	70 552
1.1 Economie productive - ZAE Jouleu 1 : aménagement et requalification	176 000	88 000	0	28 871	116 871	59 129
1.1 Economie productive - Aides à l'immobilier d'entreprises	600 000	0	0	0	0	600 000
1.1 Economie productive - ZAE Green park (étude)	96 000	40 000	0	0	40 000	56 000
1.2 Commerce et artisanat - ZAE Peysales : rond-point	720 000	300 000	300 000	118 109	718 109	1 891
1.2 Commerce et artisanat - ZAE Peysales : rue V. Hugo	700 000	291 667	0	114 828	406 495	293 505
1.2 Commerce et artisanat - ZAE Peysales : traitement traversante (RD)	500 000	208 333	0	82 020	290 353	209 647
1.2 Commerce et artisanat - construction d'un cinéma à Foix	3 500 000	1 166 667	1 750 000	0	2 916 667	583 333
1.3 Activité touristique - ZAT Forges de Pyrène : rénovation espace Destrem (hors NRRJ)	800 000	333 333	0	131 232	464 565	335 435
1.3 Activité touristique - ZAT Forges de Pyrène - rénovation restaurant (hors NRRJ)	65 000	10 833	50 000	10 663	71 496	-6 496
1.3 Activité touristique - sentiers de randonnée (dont fil de l'eau)	300 000	125 000	0	49 212	174 212	125 788
1.3 Activité touristique - Prat d'Albis	200 000	83 333	0	32 808	116 141	83 859
1.4 Agriculture soutenable - ZAA Montgailhard : étude	60 000	25 000	0	0	25 000	35 000
AXE 2 - SOLIDARITES HUMAINES	11 182 000	3 886 500	0	892 050	4 778 550	6 403 450
2.1 Personnes âgées - résidence autonomie Foix (budget annexe)	5 000 000	625 000	0	0	625 000	4 375 000
2.1 Personnes âgées - rénovation résidence autonomie Varilhès (SdeB) (BA)	444 000	277 500	0	0	277 500	166 500
2.1 Personnes âgées - rénovation résidence autonomie Varilhès (accueilli)	150 000	62 500	0	0	62 500	87 500
2.1 Personnes âgées - espaces CLIC et communs résidence autonomie Foix	1 000 000	500 000	0	164 040	664 040	335 960
2.2 Petite enfance, enfance, jeunesse - requalification des multi-accueillis	900 000	450 000	0	147 636	597 636	302 364
2.2 Petite enfance, enfance, jeunesse - locaux administratifs (Maison de l'enfance)	150 000	62 500	0	24 606	87 106	62 894
2.2 - Petite enfance, enfance, jeunesse - pôle jeunesse collaboratif	1 758 000	1 234 000	0	288 382	1 522 382	235 618
2.3 Culture - requalification médiathèque centre de Foix	500 000	250 000	0	82 020	332 020	167 980
2.3 Culture - fonds documentaire médiathèques	480 000	100 000	0	78 739	178 739	301 261
2.4 Sport - requalification et aménagement complexe SO Vernajoul	150 000	75 000	0	24 606	99 606	50 394
2.4 Sport - salle omnisports Ferrières	300 000	150 000	0	49 212	199 212	100 788
2.4 Sport aménagement espaces sport nature	200 000	100 000	0	32 808	132 808	67 192
2.4 Sport - financement gymnase CFA	150 000	0	0	0	0	150 000
AXE 3 - TRANSITION ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE	3 950 000	1 420 833	792 980	483 918	2 697 731	1 252 269
3.1 Mobilités - pôle d'échange multimodal Varilhès	1 000 000	583 333	0	164 040	747 373	252 627
3.1 Mobilités - plan vélo (fonds de concours communes et voiries)	1 000 000	0	500 000	0	500 000	500 000
3.2 Transition énergétique - rénovation énergétique restaurant Forges de Pyrène	100 000	66 667	0	16 404	83 071	16 929
3.2 Transition énergétique - rénovation énergétique espace Destrem	200 000	100 000	0	32 808	132 808	67 192
3.2 Transition énergétique - rénovation énergétique médiathèque Foix	300 000	150 000	0	49 212	199 212	100 788
3.3 Patrimoine et espaces communautaires - Centre technique Verniole	500 000	125 000	292 980	82 020	500 000	0
3.3 Patrimoine et espaces communautaires - aménagement parvis agglo	350 000	145 833	0	57 414	203 247	146 753
3.4 Grand cycle de l'eau - schéma directeur pluvial	500 000	250 000	0	82 020	332 020	167 980
AXE 4 - COHESION ET SOLIDARITES TERRITORIALES	11 480 000	2 128 333	3 060 000	725 057	5 913 390	5 566 610
4.1 Solidarités envers les communes et le territoire - fonds de concours voirie	3 420 000	0	0	561 017	561 017	2 858 983
4.1 Solidarités envers les communes et le territoire - travaux de voirie sous	4 980 000	1 920 000	3 060 000	0	4 980 000	0
4.1 Solidarités envers les communes et le territoire - intervention sur le patrimoine	400 000	0	0	0	0	400 000
4.1 Solidarités envers les communes et le territoire - achat de matériel mutualisé	500 000	0	0	82 020	82 020	417 980
4.2 Habitat, aménagement, foncier - aides à la pierre LLS et accession sociale	600 000	0	0	0	0	600 000
4.2 Habitat, aménagement, foncier - aides à la pierre LLS communaux	180 000	0	0	0	0	180 000
4.2 Habitat, aménagement, foncier - aides à l'habitat privé Opah-RU/PIG	900 000	0	0	0	0	900 000
4.2 Habitat, aménagement, foncier - PLUI	500 000	208 333	0	82 020	290 353	209 647
DIVERS	2 480 000	213 333	0	406 819	620 152	1 859 848
Matériel informatique	360 000	0	0	59 054	59 054	300 946
Entretien patrimoine divers	1 500 000	0	0	246 060	246 060	1 253 940
Accessibilité	320 000	213 333	0	52 493	265 826	54 174
Divers	300 000	0	0	49 212	49 212	250 788
TOTAL	40 724 000	11 551 018	8 444 438	3 159 246	23 154 702	17 569 298

AXE1 – ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Projets budget principal		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
1.1 - ZA divers : requalification et amélioration	TTC	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	300 000
	FCTVA	8 202	8 202	8 202	8 202	8 202	8 202	49 212
	Net agglo	41 798	41 798	41 798	41 798	41 798	41 798	250 788
1.1 - ZA Bigorre: requalification et amélioration	TTC			105 000	105 000			210 000
	Subventions	0	0	52 500	52 500	0	0	105 000
	FCTVA	0	0	17 224	17 224	0	0	34 448
Net agglo	0	0	35 276	35 276	0	0	70 552	
1.1 - ZA Joulieu 1 : requalification et amélioration	TTC		176 000					176 000
	Subventions	0	88 000	0	0	0	0	88 000
	FCTVA	0	28 871	0	0	0	0	28 871
Net agglo	0	59 129	0	0	0	0	59 129	
1.1 - Aides à l'immobilier d'entreprises	TTC	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	600 000
	Net agglo	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	600 000
1.1 - ZAE Green park - étude	TTC		48 000	48 000				96 000
	Subventions	0	20 000	20 000	0	0	0	40 000
	Net agglo	0	28 000	28 000	0	0	0	56 000
1.2 - ZAE Peysales - rond- point	TTC	360 000	360 000					720 000
	Subventions	150 000	150 000	0	0	0	0	300 000
	Autres recettes	150 000	150 000	0	0	0	0	300 000
	FCTVA	59 054	59 054	0	0	0	0	118 109
	Net agglo	946	946	0	0	0	0	1 891
1.2 - ZAE Peysales - rue V. Hugo	TTC		350 000	350 000				700 000
	Subventions	0	145 833	145 833	0	0	0	291 667
	FCTVA	0	57 414	57 414	0	0	0	114 828
	Net agglo	0	146 753	146 753	0	0	0	293 505
1.2 - ZAE Peysales - traitement traversante (RD)	TTC					250 000	250 000	500 000
	Subventions	0	0	0	0	104 167	104 167	208 333
	FCTVA	0	0	0	0	41 010	41 010	82 020
	Net agglo	0	0	0	0	104 823	104 823	209 647
1.2 - Foix - Construction d'un cinéma	TTC			100 000	1 400 000	2 000 000		3 500 000
	Subventions	0	0	33 333	466 667	666 667	0	1 166 667
	Autres recettes	0	0		750 000	1 000 000	0	1 750 000
	Net agglo	0	0	66 667	183 333	333 333	0	583 333
1.3 - ZAT Forges de Pyrène - rénovation (hors énergie) espace Destrem	TTC		50 000	300 000	450 000			800 000
	Subventions	0	20 833	125 000	187 500	0	0	333 333
	FCTVA	0	8 202	49 212	73 818	0	0	131 232
	Net agglo	0	20 965	125 788	188 682	0	0	335 435
1.3 - ZAT Forges de Pyrène - rénovation (hors énergie) restaurant	TTC	65 000						65 000
	Subventions	10 833	0	0	0	0	0	10 833
	Autres recettes	50 000	0	0	0	0	0	50 000
	FCTVA	10 663	0	0	0	0	0	10 663
	Net agglo	-6 496	0	0	0	0	0	-6 496
1.3 - Tourisme - sentiers (dont fil de l'eau)	TTC	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	300 000
	Subventions	20 833	20 833	20 833	20 833	20 833	20 833	125 000
	FCTVA	8 202	8 202	8 202	8 202	8 202	8 202	49 212
	Net agglo	20 965	20 965	20 965	20 965	20 965	20 965	125 788

Projets budget principal		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
1.3 - Tourisme - Prat d'Albis	TTC			100 000	100 000			200 000
	Subventions	0	0	41 667	41 667	0	0	83 333
	FCTVA	0	0	16 404	16 404	0	0	32 808
	Net agglo	0	0	41 929	41 929	0	0	83 859
1.4 - ZAA Montgailhard - étude	TTC		60 000					60 000
	Subventions	0	25 000	0	0	0	0	25 000
	Net agglo	0	35 000	0	0	0	0	35 000
TOTAL BUDGET PRINCIPAL	TTC	625 000	1 244 000	1 203 000	2 255 000	2 450 000	450 000	8 227 000
	Subventions	181 667	470 500	439 167	769 167	791 667	125 000	2 777 167
	Autres recettes	200 000	150 000	0	750 000	1 000 000	0	2 100 000
	FCTVA	86 121	169 945	156 658	123 850	57 414	57 414	651 403
	Net agglo	157 212	453 555	607 175	611 983	600 919	267 586	2 698 430

Projets budgets annexes		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
1.1 - ZAE - aménagement Pélissou	HT	100 000	100 000	1 300 000	1 300 000			2 800 000
	Subventions	30 000	30 000	390 000	390 000	0	0	840 000
	Autres recettes				1 960 000			1 960 000
	Net agglo	70 000	70 000	910 000	-1 050 000	0	0	0
1.1 - ZAE - aménagement Joulieu 2	TTC	205 000	400 000					605 000
	Subventions	284 853	0	0	0	0	0	284 853
	Autres recettes	451 458	80 000	0	0	0	0	531 458
	Net agglo	-531 311	320 000	0	0	0	0	-211 311
TOTAL BUDGETS ANNEXES	TTC	305 000	500 000	1 300 000	1 300 000	0	0	3 405 000
	Subventions	314 853	30 000	390 000	390 000	0	0	1 124 853
	Autres recettes	451 458	80 000	0	1 960 000	0	0	2 491 458
	FCTVA	0	0	0	0	0	0	0
	Net agglo	-461 311	390 000	910 000	-1 050 000	0	0	-211 311

Total projets Axe 1		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
TOTAL GENERAL AXE 1	TTC	930 000	1 744 000	2 503 000	3 555 000	2 450 000	450 000	11 632 000
	Subventions	496 520	500 500	829 167	1 159 167	791 667	125 000	3 902 020
	Autres recettes	651 458	230 000	0	2 710 000	1 000 000	0	4 591 458
	FCTVA	86 121	169 945	156 658	123 850	57 414	57 414	651 403
	Net agglo	-304 099	843 555	1 517 175	-438 017	600 919	267 586	2 487 119

AXE 2 – SOLIDARITES HUMAINES

Projets budget principal		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
2.1 - Personnes âgées - espaces CLIC et communs résidence autonomie Foix	TTC		250 000	750 000				1 000 000
	Subventions	0	125 000	375 000	0	0	0	500 000
	FCTVA	0	41 010	123 030	0	0	0	164 040
	Net agglo	0	83 990	251 970	0	0	0	335 960
2.2 - Petite enfance - requalification des multi-accueils	TTC	50 000	50 000	50 000	250 000	250 000	250 000	900 000
	Subventions	25 000	25 000	25 000	125 000	125 000	125 000	450 000
	FCTVA	8 202	8 202	8 202	41 010	41 010	41 010	147 636
	Net agglo	16 798	16 798	16 798	83 990	83 990	83 990	302 364
2.2 - Petite enfance - extension Maison de l'enfance Ferrières, locaux administratifs	TTC		150 000					150 000
	Subventions	0	62 500	0	0	0	0	62 500
	FCTVA	0	24 606	0	0	0	0	24 606
	Net agglo	0	62 894	0	0	0	0	62 894
2.3 - Jeunesse - pôle jeunesse collaboratif	TTC	1 758 000						1 758 000
	Subventions	1 234 000	0	0	0	0	0	1 234 000
	FCTVA	288 382	0	0	0	0	0	288 382
	Net agglo	235 618	0	0	0	0	0	235 618
2.4 - Culture - requalification médiathèque Foix	TTC	15 000	485 000					500 000
	Subventions	7 500	242 500	0	0	0	0	250 000
	FCTVA	2 461	79 559	0	0	0	0	82 020
	Net agglo	5 039	162 941	0	0	0	0	167 980
2.4 - Culture - fonds documentaire médiathèques	TTC	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	480 000
	Subventions	16 667	16 667	16 667	16 667	16 667	16 667	100 000
	FCTVA	13 123	13 123	13 123	13 123	13 123	13 123	78 739
	Net agglo	50 210	50 210	50 210	50 210	50 210	50 210	301 261
2.5 - Sport - requalification et aménagement complexe SO Vernajoul	TTC		150 000					150 000
	Subventions	0	75 000	0	0	0	0	75 000
	FCTVA	0	24 606	0	0	0	0	24 606
	Net agglo	0	50 394	0	0	0	0	50 394
2.5 - Sport - salle omnisports Ferrières	TTC		70 000			230 000		300 000
	Subventions	0	35 000	0	0	115 000	0	150 000
	FCTVA	0	11 483	0	0	37 729	0	49 212
	Net agglo	0	23 517	0	0	77 271	0	100 788
2.5 - Sport - aménagement espaces sport nature	TTC				200 000			200 000
	Subventions	0	0	0	100 000	0	0	100 000
	FCTVA	0	0	0	32 808	0	0	32 808
	Net agglo	0	0	0	67 192	0	0	67 192
2.5 - Sport - financement gymnase CFA	TTC		150 000					150 000
	Net agglo	0	150 000	0	0	0	0	150 000
TOTAL BUDGET PRINCIPAL	TTC	1 903 000	1 385 000	880 000	530 000	560 000	330 000	5 588 000
	Subventions	1 283 167	581 667	416 667	241 667	256 667	141 667	2 921 500
	Autres recettes	0	0	0	0	0	0	0
	FCTVA	312 168	202 589	144 355	86 941	91 862	54 133	892 050
	Net agglo	307 665	600 744	318 978	201 392	211 471	134 200	1 774 450

Projets budgets annexes		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
2.1 - Personnes âgées - résidence autonomie Foix	TTC		1 500 000	3 500 000				5 000 000
	Subventions	0	187 500	437 500	0	0	0	625 000
	FCTVA	0	0	0	0	0	0	0
	Net aggro	0	1 312 500	3 062 500	0	0	0	4 375 000
2.1 - Personnes âgées - rénovation résidence autonomie Varilhes (SdeB)	TTC	148 000	148 000	148 000				444 000
	Subventions	92 500	92 500	92 500	0	0	0	277 500
	FCTVA	0	0	0	0	0	0	0
	Net aggro	55 500	55 500	55 500	0	0	0	166 500
2.1 - Personnes âgées - rénovation résidence autonomie Varilhes (accueil)	TTC				150 000			150 000
	Subventions	0	0	0	62 500	0	0	62 500
	FCTVA	0	0	0	0	0	0	0
	Net aggro	0	0	0	87 500	0	0	87 500
TOTAL BUDGETS ANNEXES	TTC	148 000	1 648 000	3 648 000	150 000	0	0	5 594 000
	Subventions	92 500	280 000	530 000	62 500	0	0	965 000
	Autres recettes	0	0	0	0	0	0	0
	FCTVA	0	0	0	0	0	0	0
	Net aggro	55 500	1 368 000	3 118 000	87 500	0	0	4 629 000

Total projets axe 2		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
TOTAL GENERAL AXE 2	TTC	2 051 000	3 033 000	4 528 000	680 000	560 000	330 000	11 182 000
	Subventions	1 375 667	861 667	946 667	304 167	256 667	141 667	3 886 500
	Autres recettes	0	0	0	0	0	0	0
	FCTVA	312 168	202 589	144 355	86 941	91 862	54 133	892 050
	Net aggro	363 165	1 968 744	3 436 978	288 892	211 471	134 200	6 403 450

AXE 3 – TRANSITIONS ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Projets budget principal		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
3.1 - Mobilités - pôle d'échange multimodal Varilhes	TTC	25 000	25 000	200 000	750 000			1 000 000
	Subventions	14 583	14 583	116 667	437 500	0	0	583 333
	FCTVA	4 101	4 101	32 808	123 030	0	0	164 040
	Net agglo	6 316	6 316	50 525	189 470	0	0	252 627
3.1 - Mobilités - plan vélo (fonds de concours communes et voiries communautaires)	TTC	100 000	180 000	180 000	180 000	180 000	180 000	1 000 000
	Subventions	0	0	0	0	0	0	0
	Autres recettes	50 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	500 000
	Net agglo	50 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	500 000
3.2 - Energie - schéma directeur NRJ	TTC							0
	Net agglo	0	0	0	0	0	0	0
3.2 - Energie - restaurant Forges de Pyrène rénovation énergétique	TTC	100 000						100 000
	Subventions	66 667	0	0	0	0	0	66 667
	FCTVA	16 404	0	0	0	0	0	16 404
	Net agglo	16 929	0	0	0	0	0	16 929
3.2 - Energie - rénovation énergétique espace Destrem	TTC			100 000	100 000			200 000
	Subventions	0	0	50 000	50 000	0	0	100 000
	FCTVA	0	0	16 404	16 404	0	0	32 808
	Net agglo	0	0	33 596	33 596	0	0	67 192
3.2 - Energie - requalification énergétique médiathèque Foix	TTC		300 000					300 000
	Subventions	0	150 000	0	0	0	0	150 000
	FCTVA	0	49 212	0	0	0	0	49 212
	Net agglo	0	100 788	0	0	0	0	100 788
3.3 - Centre technique Verniolle	TTC					500 000		500 000
	Subventions	0	0	0	0	125 000	0	125 000
	Autres recettes	0				292 980	0	292 980
	FCTVA	0	0	0	0	82 020	0	82 020
	Net agglo	0	0	0	0	0	0	0
3.3 - Aménagement parvis	TTC		350 000					350 000
	Subventions	0	145 833	0	0	0	0	145 833
	FCTVA	0	57 414	0	0	0	0	57 414
	Net agglo	0	146 753	0	0	0	0	146 753
3.4 - Grand cycle de l'eau schéma directeur pluvial	TTC	100 000	400 000					500 000
	Subventions	50 000	200 000	0	0	0	0	250 000
	FCTVA	16 404	65 616	0	0	0	0	82 020
	Net agglo	33 596	134 384	0	0	0	0	167 980
TOTAL BUDGET PRINCIPAL	TTC	325 000	1 255 000	480 000	1 030 000	680 000	180 000	3 950 000
	Subventions	131 250	510 417	166 667	487 500	125 000	0	1 420 833
	Autres recettes	50 000	90 000	90 000	90 000	382 980	90 000	792 980
	FCTVA	36 909	176 343	49 212	139 434	82 020	0	483 918
	Net agglo	106 841	478 240	174 121	313 066	90 000	90 000	1 252 269

Total Axe 3		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
TOTAL GENERAL AXE 3	TTC	325 000	1 305 000	480 000	1 030 000	680 000	180 000	4 000 000
	Subventions	131 250	531 250	166 667	487 500	125 000	0	1 441 667
	Autres recettes	50 000	90 000	90 000	90 000	382 980	90 000	792 980
	FCTVA	36 909	184 545	49 212	139 434	82 020	0	492 120
	Net agglo	106 841	499 205	174 121	313 066	90 000	90 000	1 273 233

AXE 4 – COHESION ET SOLIDARITES TERRITORIALES

Projets budget principal		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
4.1 - Soutien aux communes - fonds de concours voirie	TTC	570 000	570 000	570 000	570 000	570 000	570 000	3 420 000
	FCTVA	93 503	93 503	93 503	93 503	93 503	93 503	561 017
	Net agglo	476 497	476 497	476 497	476 497	476 497	476 497	2 858 983
4.1 - Soutien aux communes - travaux de voirie sous mandat	TTC	830 000	830 000	830 000	830 000	830 000	830 000	4 980 000
	Subventions	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	1 920 000
	Autres recettes	510 000	510 000	510 000	510 000	510 000	510 000	3 060 000
	Net agglo	0	0	0	0	0	0	0
4.1 - Soutien aux communes - intervention	TTC			100 000	100 000	100 000	100 000	400 000
	Net agglo	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	400 000
4.1 - Soutien aux communes - achat de matériel mutualisé	TTC	0	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
	FCTVA	0	16 404	16 404	16 404	16 404	16 404	82 020
	Net agglo	0	83 596	83 596	83 596	83 596	83 596	417 980
4.2 - Habitat - aides à la pierre LLS et accession	TTC	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	600 000
	Net agglo	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	600 000
4.2 - Habitat - aides à la pierre LLS communaux	TTC	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	180 000
	Net agglo	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	180 000
4.2 - Habitat - aides à l'habitat privé Opah-	TTC	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	900 000
	Net agglo	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	900 000
4.3 - Aménagement - PLUI	TTC		125 000	125 000	125 000	125 000		500 000
	Subventions	0	52 083	52 083	52 083	52 083	0	208 333
	FCTVA	0	20 505	20 505	20 505	20 505	0	82 020
	Net agglo	0	52 412	52 412	52 412	52 412	0	209 647
TOTAL BUDGET PRINCIPAL	TTC	1 680 000	1 905 000	2 005 000	2 005 000	2 005 000	1 880 000	11 480 000
	Subventions	320 000	372 083	372 083	372 083	372 083	320 000	2 128 333
	Autres recettes	510 000	3 060 000					
	FCTVA	93 503	130 412	130 412	130 412	130 412	109 907	725 057
	Net agglo	756 497	892 505	992 505	992 505	992 505	940 093	5 566 610

Total Axe 4		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
TOTAL GENERAL AXE 4	TTC	1 680 000	1 905 000	2 005 000	2 005 000	2 005 000	1 880 000	11 480 000
	Subventions	320 000	372 083	372 083	372 083	372 083	320 000	2 128 333
	Autres recettes	510 000	3 060 000					
	FCTVA	93 503	130 412	130 412	130 412	130 412	109 907	725 057
	Net agglo	756 497	892 505	992 505	992 505	992 505	940 093	5 566 610

DIVERS

Projets budget principal		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Matériel informatique	TTC	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	360 000
	FCTVA	9 842	9 842	9 842	9 842	9 842	9 842	59 054
	Net agglo	50 158	50 158	50 158	50 158	50 158	50 158	300 946
Entretien patrimoine divers	TTC	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	1 500 000
	FCTVA	41 010	41 010	41 010	41 010	41 010	41 010	246 060
	Net agglo	208 990	208 990	208 990	208 990	208 990	208 990	1 253 940
Accessibilité	TTC	160 000	160 000					320 000
	Subventions	106 667	106 667	0	0	0	0	213 333
	FCTVA	26 246	26 246	0	0	0	0	52 493
	Net agglo	27 087	27 087	0	0	0	0	54 174
Divers	TTC	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	300 000
	FCTVA	8 202	8 202	8 202	8 202	8 202	8 202	49 212
	Net agglo	41 798	41 798	41 798	41 798	41 798	41 798	250 788
TOTAL	TTC	520 000	520 000	360 000	360 000	360 000	360 000	2 480 000
	Subventions	106 667	106 667	0	0	0	0	213 333
	Autres recettes	0						
	FCTVA	85 301	85 301	59 054	59 054	59 054	59 054	406 819
	Net agglo	328 033	328 033	300 946	300 946	300 946	300 946	1 859 847

Total projets Divers		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
TOTAL GENERAL DIVERS	TTC	520 000	520 000	360 000	360 000	360 000	360 000	2 480 000
	Subventions	106 667	106 667	0	0	0	0	213 333
	Autres recettes	0						
	FCTVA	85 301	85 301	59 054	59 054	59 054	59 054	406 819
	Net agglo	328 033	328 033	300 946	300 946	300 946	300 946	1 859 847

5. Prospective financière

PROSPECTIVE 2021-2026 Budget principal

Réalisation du programme à 100%

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
--	------	------	------	------	------	------

A- Epargne nette	905 035	352 035	393 035	182 683	-27 669	-268 521
-------------------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	-----------------

Axe 1 - Attractivité et développement économique	625 000	1 244 000	1 203 000	2 255 000	2 450 000	450 000	8 227 000	26%
Axe 2 - Solidarités humaines	1 903 000	1 385 000	880 000	530 000	560 000	330 000	5 588 000	18%
Axe 3 - Transitions écologiques et environnementales	325 000	1 255 000	480 000	1 030 000	680 000	180 000	3 950 000	12%
Axe 4 - Cohésion et solidarités territoriales	1 680 000	1 905 000	2 005 000	2 005 000	2 005 000	1 880 000	11 480 000	36%
Divers	520 000	520 000	360 000	360 000	360 000	360 000	2 480 000	8%
B- Total dépenses d'équipement	5 053 000	6 309 000	4 928 000	6 180 000	6 055 000	3 200 000	31 725 000	

FCTVA	614 002	764 590	539 692	539 692	420 763	280 508	3 159 246	11%
Subventions	2 022 750	2 041 333	1 394 583	1 870 417	1 545 417	586 667	9 461 167	32%
Autres recettes d'investissement (dont cessions)	760 000	750 000	600 000	1 350 000	1 892 980	600 000	5 952 980	20%
Foncier bâti 3%	1 100 000	1 100 000	1 100 000	1 100 000	1 100 000	1 100 000	6 600 000	23%
Emprunt			1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	4 000 000	14%
C- Total recettes d'investissement	4 496 752	4 655 924	4 634 275	5 860 108	5 959 159	3 567 175	29 173 393	

D- Besoin de financement = B-A-C	-348 787	1 301 041	-99 310	137 209	123 510	-98 654
- Réduction du fonds de roulement	-348 787	1 301 041	-99 310	137 209	123 510	-98 654

Fonds de roulement 01/01/n	3 000 000	3 348 787	2 047 746	2 147 056	2 009 848	1 886 338
Fonds de roulement 31/12/n	3 348 787	2 047 746	2 147 056	2 009 848	1 886 338	1 984 992

PROSPECTIVE 2021-2026
Budget principal et budgets annexes

Réalisation du programme à 100%

	2021	2022	2023	2024	2025	2026		
A- Epargne nette	905 035	352 035	393 035	182 683	-27 669	-268 521		
Axe 1 - Attractivité et développement économique	625 000	1 244 000	1 203 000	2 255 000	2 450 000	450 000	8 227 000	20%
Axe 2 - Solidarités humaines	1 903 000	1 385 000	880 000	530 000	560 000	330 000	5 588 000	14%
Axe 3 - Transitions écologiques et environnementales	325 000	1 255 000	480 000	1 030 000	680 000	180 000	3 950 000	10%
Axe 4 - Cohésion et solidarités territoriales	1 680 000	1 905 000	2 005 000	2 005 000	2 005 000	1 880 000	11 480 000	28%
Divers	520 000	520 000	360 000	360 000	360 000	360 000	2 480 000	6%
B1- Dépenses d'équipement budget principal	5 053 000	6 309 000	4 928 000	6 180 000	6 055 000	3 200 000	31 725 000	78%
B2- Dépenses d'équipement budget ZAE (axe 1)	305 000	500 000	1 300 000	1 300 000	0	0	3 405 000	8%
B3- Dépenses d'équipement budget résidence autonomie (axe 2)	148 000	1 648 000	3 648 000	150 000	0	0	5 594 000	14%
B-DEPENSES D'EQUIPEMENT	5 506 000	8 457 000	9 876 000	7 630 000	6 055 000	3 200 000	40 724 000	
	2021	2022	2023	2024	2025	2026		
FCTVA	614 002	764 590	539 692	539 692	420 763	280 508	3 159 246	8%
Subventions	2 430 103	2 351 333	2 314 583	2 322 917	1 545 417	586 667	11 551 020	30%
Autres recettes d'investissement (dont cessions)	1 211 458	830 000	600 000	3 310 000	1 892 980	600 000	8 444 438	22%
Foncier bâti 3%	1 100 000	1 100 000	1 100 000	1 100 000	1 100 000	1 100 000	6 600 000	17%
Emprunt budget principal			1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	4 000 000	10%
Emprunt budget anexe résidence autonomie		1 400 000	3 100 000				4 500 000	12%
C- RECETTES D'INVESTISSEMENT	5 355 563	6 445 924	8 654 275	8 272 608	5 959 159	3 567 175	38 254 704	
D- Besoin de financement = B-A-C	-754 598	1 659 041	828 690	-825 291	123 510	-98 654		
- Réduction du fonds de roulement	-754 598	1 659 041	828 690	-825 291	123 510	-98 654		
Fonds de roulement 01/01/n	3 000 000	3 754 598	2 095 557	1 266 868	2 092 159	1 968 649		
Fonds de roulement 31/12/n	3 754 598	2 095 557	1 266 868	2 092 159	1 968 649	2 067 303		

